

LEON GOBERT

Rédacteur en Chef
du *Journal des Réfugiés du Nord*



LA GUERRE DANS LE NORD

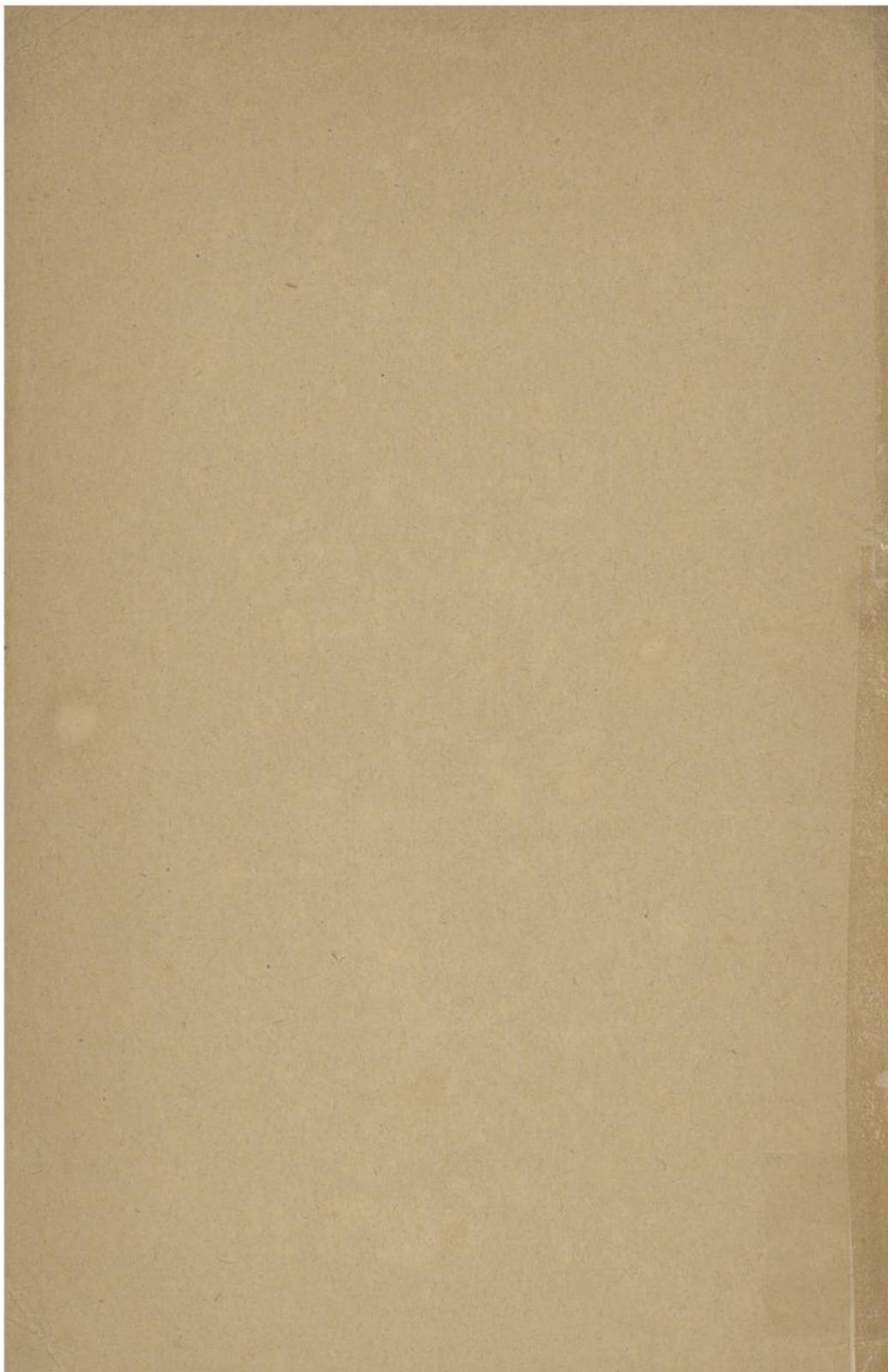


L'AGONIE
D'ARMENTIÈRES

(AOÛT 1914 — OCTOBRE 1918)



PARIS
(1919)



LEON GOBERT

RÉDACTEUR EN CHEF
DU JOURNAL DES RÉFUGIÉS DU NORD



La guerre dans le Nord

L'AGONIE
D'ARMENTIÈRES

(Aout 1914 -- Octobre 1918)

PARIS
(1919)

D'ARMENIÈRES

A Henri CHAS
Maire d'Armentières

Armentières est morte. Son agonie a duré plus de trois ans et demi. Quand les Allemands l'ont prise pour la seconde fois le 10 ou 11 avril 1918, Armentières n'était plus qu'un cadavre de ville. Pourtant, avant d'oser s'y risquer, ils l'avaient encore empoisonnée. D'épaisses vagues de gaz toxiques avaient submergé la cité, si épaisses que les boches eux-mêmes n'osèrent les affronter.

Dans ces premiers jours de leur ruée vers les Monts de Flandre, vers nos mines, vers la mer, leurs armées s'écartèrent d'Armentières. Puis ils s'y installèrent de nouveau. Alors ils s'acharnèrent sur cette morte; on eut dit qu'ils craignaient de ne point l'avoir assez sûrement tuée.

Quand le 20 mai 1918, les habitants demeurés à Erquinghem-Lys, à Steenwerck passèrent par Armentières pour gagner Lille, d'où ils devaient être rapatriés en France libre, quelques maisons étaient encore debout et le vieux beffroi s'érigait toujours, blessé il est vrai, au-dessus des ruines de la Mairie, comme un symbole de la persistance d'Armentières.

Nos armées reprirent l'offensive, le boche recula derrière la Lys. Alors en septembre, un communiqué officiel apprit à la France que, d'un observatoire avancé, M. Clemenceau avait vu brûler les ruines d'Armentières.

Enfin, au début d'octobre les troupes britanniques reprirent ces ruines.

Depuis un an déjà Armentières était vide de ses habitants.

En août 1917, les derniers Armentièresois, ceux qui se cramponnaient encore à leurs demeures branlantes, avaient été contraints de les abandonner par ordre militaire.

Et jusqu'à l'invasion d'avril 1918, dans la cité déserte, par les rues que comblaient les débris des maisons culbutées sous le choc des obus allemands, n'apparaissaient plus que quelques soldats de l'armée britannique gagnant les tranchées proches ou en revenant.

Deux ou trois dizaines de civils, gardiens assermentés des ruines veillaient sur ce qui n'avait pu être évacué. Ils vivaient solitaires en des caves, se hasardant rarement par les voies de la ville pour la plupart impraticables, garde-malades au chevet de la cité agonisante.

Le long martyre d'Armentières est peu connu. Des raisons militaires interdirent longtemps d'y faire même allusion. D'autres cités sont glorieuses qui ont été moins éprouvées. Pendant trois années de souffrances Armentières n'a pu crier son mal ; un silence aussi lourd que celui qui pèse aujourd'hui sur ses quartiers ruinés lui était imposé. Combien ignorent jusqu'à son nom, qui savent par le détail les blessures de Reims, d'Arras, d'Albert, de Dunkerque, etc..?

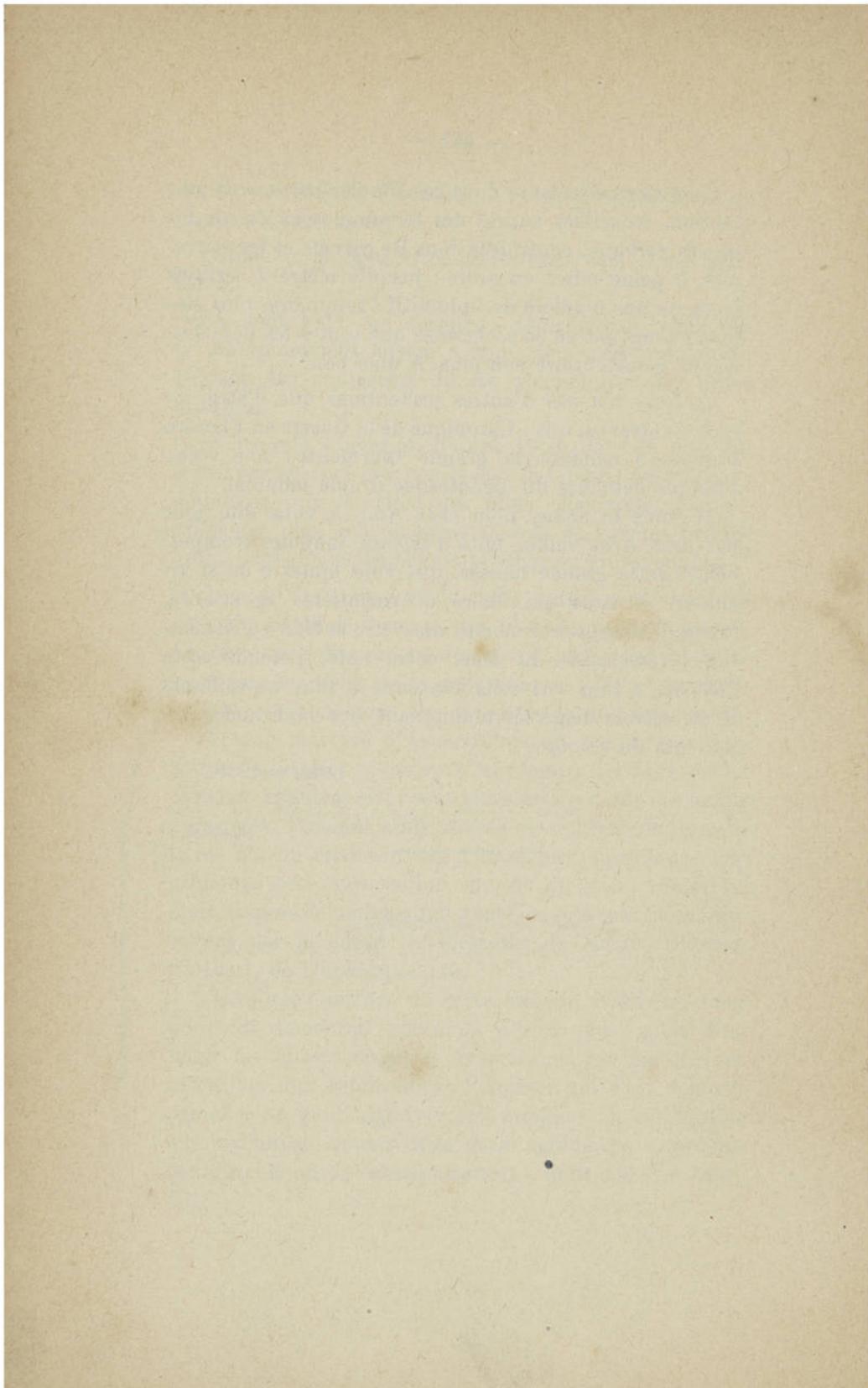
L'héroïque sacrifice de cette cité du Nord ne peut pourtant demeurer ignoré. Il n'y a plus péril d'en noter les phases cruelles. Armentières est maintenant insensible aux représailles ; l'ennemi qui s'est acharné sur elle, ne peut aggraver son supplice. Il est loisible aujourd'hui de conter cette lente agonie qui se prolongea plus de quatre années durant : août 1914, octobre 1918.

C'est ce que je tente dans ces simples notes sans prétention, recueillies auprès des témoins, relevées sur les procès verbaux, contrôlées dans les carnets et les souvenirs, à peine mises en ordre : jusqu'à n'être à certains jours qu'une manière de « plumitif » sommaire, plus éloquent pourtant en sa sécheresse que toutes les périodes. Aucun commentaire non plus. A quoi bon ?

Ce livre n'a pas d'autres prétentions que d'être, au sens d'autrefois, une « Chronique de la Guerre en Flandre française » pendant la grande tourmente ; une scène tragique détachée du gigantesque drame mondial.

Je vous le dédie, mon cher Ami, à vous qui, jour par jour, avez veillé, agité d'espairs, toujours trompés, hélas ! cette grande blessée, que vous aimez d'un si vif amour. A vous qui Maire d'Armentières agonisante, Maire d'Armentières morte, allez être le Maire d'Armentières ressuscitée. Et sous votre nom, j'étends cette dédicace à tous vos collaborateurs, à tous les vaillants Armentériens dispersés maintenant par la France, impatients du retour...

Octobre 1918.



PREMIERE PARTIE

Armentières occupée

I

La mobilisation. — L'union sacrée. — Le départ des mobilisés. — Les premiers jours d'Armentières en guerre. — Une population à nourrir. — 2 Aout-24 Aout. — De la déclaration de guerre à la bataille de Charleroi.

L'ordre de mobilisation parvint à Armentières, comme dans tout le Nord, le samedi premier août vers seize heures. On l'attendait. Depuis la veille au soir les initiés avaient perdu tout espoir que la guerre pourrait être évitée. Cette impression n'avait pu être cachée à la population. A la mairie, pour recevoir la dépêche officielle, M. Henri Chas, maire, se tenait dans son cabinet donnant sur la Grand'Place, presque déserte, comme de coutume, aux heures de travail. A ses côtés les deux adjoints, MM. Ch. Conem et Joseph Villard, et M. Victor Graignon, receveur municipal. On parlait peu. Vers seize heures, le Maréchal des logis de gendarmerie Dewailly entra, tenant en mains le pli officiel.

— Montons au grand salon », prononça le maire, au milieu du silence.

Instinctivement, il soulignait ainsi la solennité de l'heure.

Le pli est ouvert, le maire rédige la première affiche qui est aussitôt placardée. Quelques personnes s'attroupent.

Redescendu, M. Henri Chas, du haut du perron, annonce

— La mobilisation est décrétée. Elle commence demain. » Et presque aussitôt le tocsin se met à sonner, portant dans toute la ville la nouvelle attendue. Les Conseillers municipaux arrivent de tous les quartiers à la mairie.

Une émotion profonde se lit sur tous les visages. La foule, qui s'est accrue, demeure très calme.

Le Maire, les Adjoints, les Conseillers regagnent le cabinet du premier magistrat de la cité.

Dans le couloir, un incident significatif, symptomatique se produit.

Une délégation du parti socialiste, très important dans cette ville industrielle, est là. Le premier délégué s'avance vers M. Henri Chas :

— Monsieur le Maire, dit-il, il n'y a plus de partis désormais, il y a la France. »

C'est tout. L'Union sacrée est réalisée, simplement ; elle a jailli naturellement, comme une inéluctable conséquence de la mobilisation. Chez les industriels, même union. Dès le lendemain tous garantissent un emprunt municipal, comme on le verra plus loin.

La mairie prend aussitôt son aspect de guerre. Des lits sont installés dans les cabinets du maire et des adjoints, l'hôtel de ville ne doit plus être ni fermé, ni déserté. A toute heure du jour et de la nuit, le maire ou

un membre de la municipalité seront là en permanence.

Pendant la soirée de ce samedi, et la journée du lendemain, Armentières offre le spectacle maintes fois décrit de toutes nos villes françaises.

Pas de cris, aucune vaine manifestation. L'assassinat de Jaurès connu ne déchaîne pas les tumultes peut-être escomptés. Les partisans du grand tribun socialiste, et ils sont nombreux, réfrènent leur douloureuse colère.

« Il y a la France » à dit leur représentant.

Les préparatifs de départ des mobilisés se font le dimanche au milieu des commentaires, avec cette froide résolution que marquèrent toutes les populations du Nord. Dernier dimanche, dernière soirée de famille pour beaucoup qui rejoignent le lendemain.

Dès le jour, ce lundi trois août, la ville s'anime ; les cités ouvrières sont en rumeur. Une tradition du Nord veut que toute la famille escorte jusqu'à la gare le conscrit qui part au régiment. Aux jours de paix cette « conduite » s'accompagne de chants, de cris, de joyeuses plaisanteries, de gais propos en patois où vit l'esprit du terroir, de refrains populaires qu'on se transmet de classe en classe. L'heure est trop grave pour que s'épanouisse cette gaieté colorée où s'évoquent les vieilles kermesses flamandes, mais les mobilisés ne sont pas tristes. Accompagnés d'un groupe de musiciens, ils chantent la *Marseillaise*, ils entonnent le *Chant du départ* et l'*Hymne des Girondins*. Comment les savent-ils ? Mystère inexplicable. Aux jours de tumultueuses manifestations, pendant les périodes agitées des grèves, c'étaient l'*Internationale*, le *Drapeau Rouge*, l'*Insurgé* que la foule reprenait en chœur. Qu'elle connut la *Marseillaise* cela va de soi, mais les deux autres chants de la Révolution, ceux qui entraînaient les volontaires de la première Répu-

blique, les demi-brigades de Sambre et Meuse, les légendaires bataillons en sabots de la Moselle?

*Mourir pour la Patrie
C'est le sort le plus beau
Le plus digne d'envie*

ou bien

*La victoire, en chantant,
Nous ouvre la barrière
La liberté guide nos pas...*

On dirait que ces hymnes se sont réveillés spontanément au fond des mémoires où ils dormaient.

Les mobilisés convergent vers la gare par toutes les rues : ceux d'Armentières, ceux d'Houplines, ceux des villages voisins. Les hommes portent la musette, les femmes se pendent à leurs bras, les enfants suivent. La place est comble. A la porte de la gare, dernières effusions derniers embrassements, les femmes pleurent, les maris ou les fiancés ont les yeux rouges, des mères sanglotent.

L'heure approche, il faut se séparer.

Sur le quai, devant le train, le Maire attend, entouré des membres de l'administration municipale, des Conseillers. Les mains se rencontrent, se serrent nerveusement.

L'heure n'est pas aux discours, pourtant il faut rassurer ces soldats sur le sort de ceux qu'ils quittent, dont ils étaient les soutiens ; sur ces femmes qui, là-bas, agitent leurs mouchoirs, sur ces enfants qui se haussent pour chercher leur papa.

— Partez sans crainte, dit M. Henri Chas, partez, on s'occupera de vos femmes et de vos enfants. »

C'est l'engagement sacré de veiller sur les familles.

Les chants reprennent. L'émotion de la séparation a disparu. On plaisante déjà :

— On va les bouffer », crie quelqu'un, et tous rient.

Les wagons s'emplissent, les portières se ferment, le train démarre au milieu des cris, des adieux, des chants.

Pendant que les mobilisés courent à leur devoir, l'administration municipale songe à remplir le sien. Cité industrielle, à population dense, presque uniquement composée d'ouvriers des tissages et des filatures, Armentières n'a point de réserves. On y vivait du travail. L'homme parti, la nichée — elle est souvent nombreuse — doit manger.

M. Henri Chas voit dans la journée les principaux industriels.

Il se met d'accord avec eux pour obtenir d'immédiates ressources.

A quatre heures et demie, il peut annoncer au Conseil municipal, réuni en séance extraordinaire, que les industriels garantissent de leurs signatures un emprunt de trois cent mille francs à contracter dans les banques locales pour assurer le ravitaillement de la population. Le conseil vote l'emprunt et prévoit son remboursement par une imposition extraordinaire de cent centimes additionnels.

On a l'argent, il importe de le dépenser au mieux. Le conseil désigne une Commission de ravitaillement composée de MM. Conem, premier Adjoint, président ; Druot, Flahaut, Lefebvre, Naye et Pottier, conseillers municipaux.

Cette commission se met à l'œuvre aussitôt. Comme toutes les villes industrielles, Armentières n'a pas de stocks de vivres, notamment pas de farine. Les arrivages quotidiens suffisaient. Or les transports sont suspendus, les voies ferrées réservées à la mobilisation, à la concentration.

Il faut du pain pourtant pour toutes ces bouches affamées.

La ville fera sa farine elle-même, voilà tout. Elle remettra en marche le moulin d'Houplines, elle achètera le blé chez les cultivateurs de la région, le plus près possible, car la mobilisation a décimé la cavalerie urbaine et rurale, elle fournira cette farine au Bureau de Bienfaisance chargé de fabriquer et de distribuer les rations alimentaires.

Dès le 6 août, les premiers achats de blé, de pommes de terre, de viande, de graisse, etc... sont effectués. On se partage la besogne. Tandis que M. Conem s'occupe surtout du moulin et du blé, M. Druot, conseiller municipal et directeur de l'Ecole Nationale professionnelle d'Armentières, est chargé de la surveillance générale et du contrôle des distributions de rations ; M. Denis, Vice-Président du Bureau de Bienfaisance, apporte son aide précieuse, ses connaissances spéciales des besoins de la population ; les autres membres se répartissent le travail. Il y en a pour tous, très largement, et tous font preuve du plus grand dévouement.

Il faut aller vite, et pourtant mille problèmes surgissent qu'on doit trancher. Pour le pain c'est facile, Armentières outre ses boulangeries, possède des coopératives admirablement outillées, mais pour le surplus ? Va-t-on livrer les rations en nature, laissant aux ménagères la charge de les cuire, ou bien distribuera-t-on les aliments tout préparés ?

Cette dernière solution prévaut. Elle était la meilleure à tous points de vue.

On transporte au vieil hospice désaffecté, place Saint-Waast, une partie du matériel des cuisines installées dans l'Ecole Professionnelle et devenues inutiles. Les pommes de terre sont pelées à la machine ; les viandes découpées mécaniquement. Le « Chef » de l'Ecole Pro-

fessionnelle veille aux fourneaux : six énormes marmites.

Le 10 août au matin, les fourneaux flambent, les six chaudières dégagent un parfum délectable ; le rata est excellent, les distributions commencent. Elles ne seront interrompues que par les obus démolissant les installations.

Chaque famille reçoit sa ration composée d'une livre de pain par personne et de 500 grammes de rata comprenant 50 grammes de viande cuite.

Avec M. Druot, avec M. Denis, avec les membres de la Commission, des citoyens de bonne volonté apportent leur concours ; les professeurs de l'Ecole Professionnelle, notamment MM. Vialle et Nicolas et le personnel de cet établissement qui secondent leur directeur ; Mlle Delarue, Directrice du Collège de jeunes filles ; le principal du Collège de garçons.

Le rata municipal est un succès. Dans le premier mois de fonctionnement, on ne distribue pas moins de 110.475 rations. L'effort a été considérable, mais la netteté courageuse avec laquelle il a été entrepris assure le succès. La promesse faite par M. Henri Chas aux mobilisés est tenue : les soldats peuvent se battre, leurs familles sont à l'abri du besoin.

* * *

Les jours s'écoulent lentement ; la fièvre du début est tombée, Armentières a repris sa placidité. Une plus grande tranquillité même que d'habitude règne, les usines travaillent... Pas d'inquiétudes d'abord. On a une telle foi dans le succès rapide ! Et puis que craindrait-on ? En 1870, les Allemands ne poussèrent guère dans le Nord au-delà de Cambrai ; Liège résiste magnifiquement, les communiqués officiels l'affirment ; la ruée ennemie est contenue en Belgique ; nos armées

s'organisent. Nous prenons à notre tour l'offensive en Alsace et nos soldats entrent à Mulhouse.

Pourtant voici les Boches à Dinan. Mais nos régiments du premier corps les ont reçus sur la pointe de leurs baïonnettes. Cette journée du 15 août est une victoire qui permet aux espoirs de grandir et endort toute méfiance.

Vers le 20 août cependant une certaine nervosité se manifeste. Des rumeurs filtrent de Belgique. Aux racontars étranges qui représentent les Allemands épuisés, mourant de faim, se rendant pour une tartine, d'autres bruits se mêlent : les Allemands avancent, on signale l'approche de patrouilles de cavalerie « mais leurs chevaux sont fourbus ». Evidemment ce sont des soldats perdus, des déserteurs, ajoute-t-on. On signale aussi de bizarres randonnées automobiles à travers la Belgique. Nous sommes à la veille de la bataille de Charleroi, et les communiqués ne soufflent mot de tout cela.

Des Armentières qui sont allés à Lille en rapportent une pénible impression le 21 août. On a vu des patrouilles ennemies qui observaient la place. M. Henri Chas cherche à se renseigner et cette tentative de sondage n'apporte pas, tant s'en faut, l'apaisement escompté.

On chambre les Armentières retour de Lille, on les chapitre, on leur fait comprendre le danger qu'il y aurait à affoler la population par des racontars en l'absence de toute indication officielle. Tout de même dans le petit cercle de l'administration municipale une gêne a surgi et l'inquiétude va grandissante pendant les journées des 22 et 23 août. Les journaux de Lille publient des notes communiquées par les autorités militaires annonçant que la vieille place forte est parfaitement défendable : on sait qu'aux portes des canons de 90 ont été montés. Un petit engagement a eu lieu vers Templeuve.

Tout cela n'est pas très rassurant, et dans la journée du 23 un certain nombre d'Armentières commencent à quitter la ville. M. Chas s'efforce, par téléphone, d'obtenir quelques indications, mais n'apprend rien de précis.

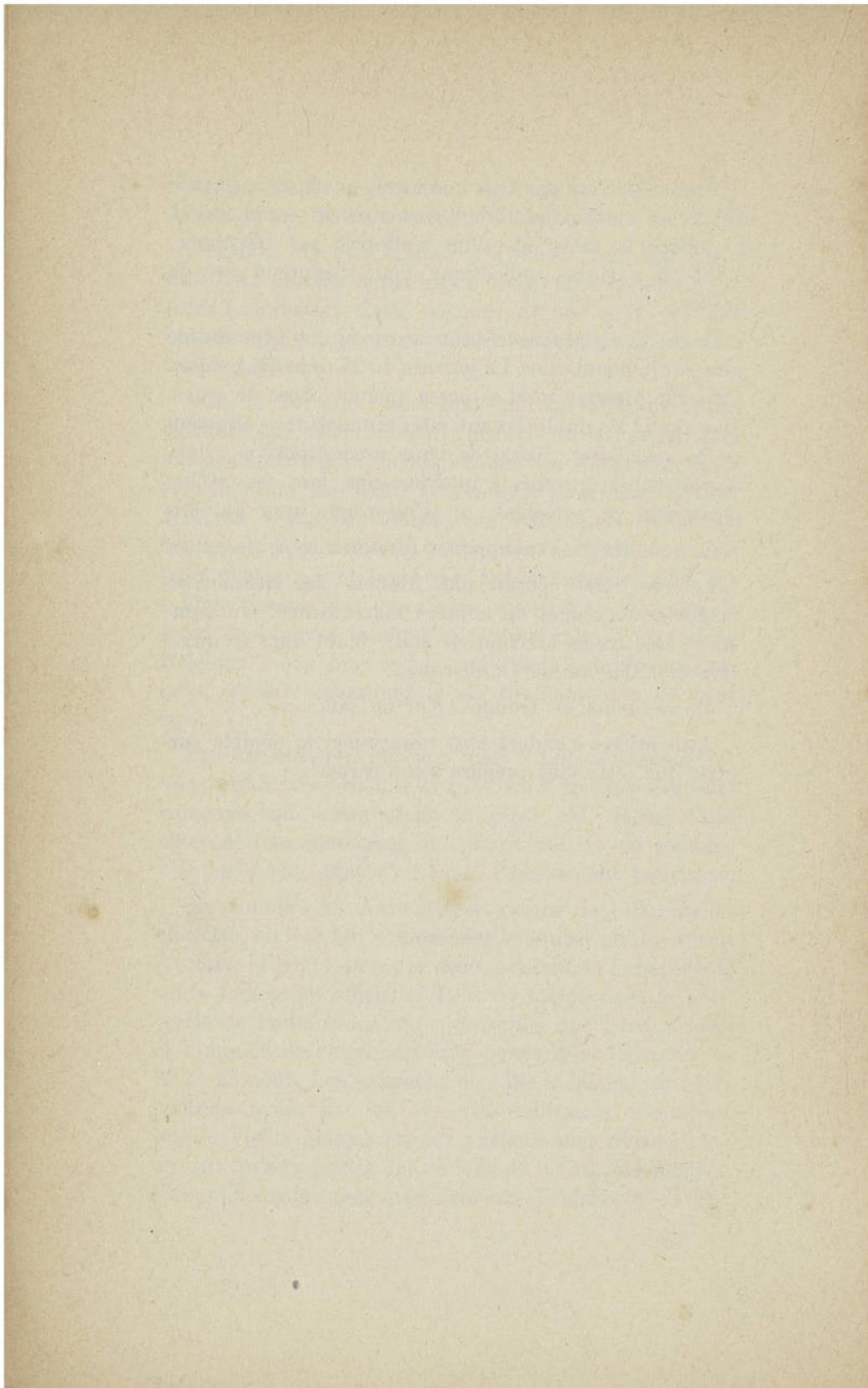
Le malaise s'accroît dans la soirée, une gêne lourde pèse sur la population. La journée du 24 ne la dissipe pas. On a l'impression qu'il se passe quelque chose de grave. Mais quoi? En public les autorités municipales s'efforcent de ne rien laisser filtrer de leurs préoccupations; dans le particulier, groupés à quelques-uns, loin des oreilles indiscretes et sensibles, on s'interroge avec anxiété.

Le soir tombe sans apporter d'informations nouvelles.

La voie ferrée paraît plus animée, des locomotives belges se succèdent en nombre inaccoutumé. Où vont-elles? Des trains arrivent de Lille, filant dans la direction de Calais ou de Dunkerque..

Mouvements de troupes? On ne sait.

Armentières s'endort sans soupçonner la pénible surprise que cette nuit prépare à son réveil...



Les derniers jours d'août. — La journée du 25. — La gare vide. — Les services publics ont quitté Lille. — L'ennemi est à moins de 10 kilomètres, ordre d'évacuation donné aux mobilisables. — Plus de communications, plus de journaux. — Fausse alerte. — L'évacuation suspendue. — Vers le retour à la vie normale.

C'était une vieille coutume armentièreoise d'aller faire un tour à la gare le matin : histoire de prendre l'air, de voir les gens qui partaient ou qui arrivaient, d'acheter les journaux, de glaner quelques nouvelles, d'amorcer des affaires aussi. En période troublée la gare est, dans toute cité, le centre des informations. Elles y aboutissent du dehors et se répandent en ville par cent bouches renseignées. Après les inquiétudes de la veille, une visite à la gare était toute indiquée ce mardi 25 août dès le jour pointant. Les Armentièresois curieux ne furent point déçus ce matin-là ; les nouvelles abondaient, elles étaient même aussi sensationnelles que peu agréables.

Gare vide d'abord, plus personne. Les agents de la Compagnie étaient partis dans la nuit avec le matériel roulant, seuls restaient quelques hommes d'équipe qui n'étant pas de service n'avaient pu être prévenus de l'exode. En arrivant le matin ils n'ont trouvé

qu'une consigne : dépouiller tout uniforme, enlever les brassards, se mettre en civil.

On apprenait en même temps que les locomotives qui avaient défilé pendant toute la nuit étaient les machines belges sauvées en hâte, que les trains intercalés emmenaient tous les grands services publics de Lille : Préfecture, Quartier Général de la région, Postes, Finances etc.. etc... L'ordre de se replier leur était arrivé dans l'après-midi du lundi de Paris. A cinq heures, la poste avait clos ses portes, les appareils télégraphiques et téléphoniques avaient été mis hors d'usage. Dans la soirée l'évacuation avait eu lieu, avec une hâte, pour certains services, génératrice d'un beau désordre. Enfin le matériel de la Compagnie du Nord avait été dirigé sur Dunkerque, Calais, Boulogne etc... Le dernier train emmenant le haut personnel et les derniers agents de la Compagnie avait sur son parcours, recueilli les employés dans chaque gare traversée.

Ces nouvelles se répandirent dans tous les quartiers en moins de temps que vous n'en avez mis pour les lire...

Obtenir des précisions, il n'y fallait point compter.

Plus de télégraphe, plus de téléphone ! Quitter Armentières dans ces conditions pour aller aux nouvelles, impossible. L'instant était trop grave. Les hommes qualifiés pour obtenir des renseignements sûrs ne pouvaient désertier un poste devenu périlleux, et puis où aller ? Et dans quoi s'exposait-on à tomber en route !...

Il ne restait qu'à entasser les commentaires sur les hypothèses. On n'y manqua point. Cela prit toute la matinée. La distribution des rations offrit quelque peu l'aspect d'un meeting, mais le rata fut prêt à l'heure.

Tandis qu'Armentières mangeait, l'administration municipale gagnait l'hôtel du Comte d'Egmont, devant la gare, pour faire comme tout le monde.

Déjeuner sans gaité, vous le devinez, mais non sans paroles. On retourne la situation sous toutes ses faces. On la retourne encore que le café est déjà versé. A ce moment un gendarme entre, un brigadier de gendarmerie.

Enfin on va savoir ! M. Henri Chas s'apprête à l'interroger mais le brigadier devance ses questions. Très correct, les talons joints, il salue, puis il parle :

— Monsieur le Maire, l'ennemi est signalé à moins de 10 kilomètres d'Armentières. Conformément aux instructions générales et aux ordres de mes chefs, je dois me replier avec mes gendarmes, en emmenant les vivres et les fourrages disponibles. Je dois aussi emmener avec moi tous les hommes mobilisables à qui il faut que vous fassiez connaître tout de suite l'ordre d'évacuer la ville.

Je viens vous demander de signer cet ordre. »

Ce petit discours, dont je respecte sinon la forme absolue du moins le sens général, débité avec une sûre autorité, jette un froid. On attendait des nouvelles, mais pas celle-là.

Enfin le Maire parle :

— Ce sont vos instructions, questionne-t-il ?

— Oui, instructions formelles, je dois attendre l'ordre d'évacuation pour les mobilisables.

— Eh bien ! nous allons le rédiger. Voulez-vous me le dicter.

— Volontiers, Monsieur le Maire ».

Et le brigadier ayant assuré sa voix, commence :

AVIS

« dit-il »....

« L'avis » fut rédigé, très bièvement. Il enjoignait à

tous les hommes mobilisables de quitter Armentières sur le champ et de se diriger sur Béthune et Arras.

Le Maire signe l'ordre qui est aussitôt placardé ; on envoie des émissaires prévenir dans les usines, qui bientôt s'arrêtent.

Les gendarmes quittent la ville, suivis des premiers mobilisables prêts. Les départs se succèdent pendant toute la nuit, au milieu des rumeurs les plus sensationnelles, des racontars les plus invraisemblables, des histoires les plus folles. Des cyclistes paisibles sont pris pour des patrouilles allemandes, des paniques se produisent. Dans la ville on cherche vainement voitures et chevaux.

Le Maire et l'adjoint Villard sont mobilisables, ils se mettent en route parmi les derniers vers 2 heures du matin, avec les conseillers municipaux qui ne sont pas encore partis. La consigne est formelle pour eux comme pour les autres. On pousse en voiture jusqu'à Béthune, puis M. Chas revient presque aussitôt rapporter à Armentières le contr'ordre arrivé. A 9 heures du matin le 26, l'évacuation prend fin, et le mouvement de retour commence. Dans la soirée la gendarmerie se réinstalle dans sa caserne, les hommes rentrent dormir chez eux.

Mais, sauf ce contr'ordre, la journée n'a rien apporté de nouveau. On ne sait toujours pas à quoi s'en tenir : télégraphe et téléphone continuent à être muets ; pas de chemin de fer, pas de poste, pas de journaux. Armentières est isolée du monde extérieur.

Le lendemain, jeudi 27 août, la visite à la gare ne donne rien. Des bruits bizarres courent : des cavaliers allemands, des uhlands, campent place de la République à Lille, affirment certains. On sait que le Préfet rentré à Lille est revenu à Dunkerque. Ces uhlands, on le sut plus tard, n'ont jamais existé que dans les imaginations.

On rétablit le téléphone urbain, mais les relations

extérieures sont toujours coupées. Pourtant dans la soirée on est prévenu qu'à Lille des citoyens dévoués s'occupent de déménager dans les casernes, à la citadelle, les parties les plus importantes du matériel abandonné dans la hâte du départ. Le Préfet dirige ces opérations.

Le lendemain, des avis de Lille demandent aide pour cette évacuation et le vendredi 29 août, M. Chas part pour Lille avec des volontaires. Il ramène 150 chevaux oubliés dans les écuries du train des équipages et les fait diriger sur Dunkerque.

Il rapporte aussi des renseignements, assez vagues, il est vrai, mais peu rassurants. Les Allemands qui ont débordé depuis le lundi la région Valenciennes, Somain, marchent vers Cambrai et le Cateau, poussant avec hâte dans la direction de Paris, à peine retardés jusque là par les arrières-garde de l'armée anglaise. Maubeuge est assiégée ; l'invasion se répand comme un flot furieux sur la France, à la suite de l'échec que nos troupes ont éprouvé dans la région de Charleroi, échec qui a déterminé la retraite générale de nos armées.

Des coureurs allemands sont signalés autour de Lille venant de la région Tournai-Orchies, mais jusqu'à ce jour, les boches n'ont point tenté de pénétrer dans la ville, ils paraissent se borner à observer les abords du camp retranché. Evidemment ils nourrissent d'autres projets, et Lille ne leur offre pas un intérêt immédiat.

En somme, si la situation générale apparaît médiocre, Armentières ne semble pas menacée directement — pour le moment.

Aussi, comme les trains ne sont pas rétablis, organise-t-on dès le lendemain samedi un service de diligence

Armentières-Lille dans les prix doux :

Aller 3 francs. Aller et retour 3 fr. 50.

Le mois d'août s'achève sans nouveaux incidents. On ignore les combats violents engagés dans la région du Cateau-Solesmes et l'on n'a sur les événements aucune donnée précise. Le travail a repris un peu partout; l'émotion des jours précédents s'est calmée.

Elle ne va pas tarder à renaître plus vive. Armentières est parvenue au pied du douloureux et pénible calvaire qu'elle gravira pendant quatre longues années.

III

Les premiers Allemands. — La préfecture du Nord transmet les plis rouges ordonnant l'évacuation des mobilisables. — Le Maire d'Armentières les distribue dans les communes voisines. — L'arrivée des évacués de la région de Lille. — Un embarquement difficile. — « Ils sont là ». — Von Oppel sur l'escalier de la mairie. — L'aventure d'un cuirassier.

Les Allemands tournent autour de Lille, des patrouilles de plus en plus nombreuses observent la place et parcourent les environs, les unes à cheval, d'autres plus audacieuses et plus agissantes en automobiles. Le premier septembre dans la matinée le bruit se répand que les Allemands vont occuper Lille, et un certain nombre d'Armentières mettent le renseignement à profit pour quitter la ville. L'activité militaire paraît croître d'ailleurs des deux côtés, des avions alliés survolent Armentières et ses environs ; la gare reprend un peu d'animation, trois trains de voyageurs dans chaque sens passent allant de Lille à Hazebrouck et vice-versa.

Dans la soirée, un émissaire arrive de la préfecture porteur d'une série de plis rouges, destinés aux maires des communes voisines. C'est l'ordre, officiel cette fois, donné à tous les mobilisables d'évacuer en toute hâte, pour se soustraire à l'ennemi, et de gagner Gravelines ou Dunkerque. Un décret ministériel mobilise spéciale-

ment tous les hommes du Nord de 18 à 48 ans. Il est très important que ces plis parviennent aux intéressés. M. Henri Chas ne veut s'en remettre à personne du soin de remplir cette délicate et dangereuse mission. Il a recours à l'obligeance de M. Delobel qui accepte de le conduire dans son automobile. Tous deux partent dans la nuit et parcourent toutes les localités du rayon d'Armentières : Houplines, Frelinghien, Deulemont, Warneton, Comines etc... Ils réveillent les maires, et leur remettent le pli officiel qui leur est destiné.

Ils roulent à toute vitesse de manière à rentrer le plus vite possible car M. Henri Chas veut être à Armentières pour y attendre l'arrivée des Allemands.

Il estime, en effet, après mure réflexion que l'ordre d'évacuation ne peut obliger les maires, que le devoir civil doit l'emporter dans ce cas sur l'obligation militaire, qu'il doit rester. Pendant ce temps les premiers évacués de la région de Lille commencent à arriver à Armentières. Le mouvement se poursuit pendant toute, la nuit. Au matin ils sont près de 40.000, partis de Lille. Roubaix, Tourcoing et de la banlieue de ces villes. Les rues sont encombrées. Fatigués, les évacués ont d'abord envahi cabarets, cafés, hôtels, puis quand tout a été archi-comble, les nouveaux survenants se sont assis sur les trottoirs, sur les marches d'escalier ; d'aucuns dorment lourdement, étendus à même le sol.

Mais Armentières n'est qu'une étape. Les évacués doivent poursuivre leur route. Dans l'état de fatigue où beaucoup se trouvent, il ne faut pas songer à leur demander de continuer à pied, or il n'arrive plus de trains de Lille. On demande à Hazebrouck qu'il envoie du matériel vide ; des trains se forment en gare d'Armentières qui se dirigeront sur Dunkerque.

Les premiers sont pris d'assaut et partent plus que comblés. Mais si la grande majorité des évacués s'est

montrée docile et empressée à obéir, il reste vers midi plusieurs milliers d'hommes qui ne paraissent pas très disposés à partir. Les uns sont vannés par l'effort, d'autres, qui ont combattu leur fatigue avec trop d'énergie par l'absorption de multiples stimulants, deviennent quelque peu agressifs. Le service d'ordre, organisé par M. Courtot, commissaire de police, est débordé. La foule emplit la place de la gare, les rues et boulevards avoisinants, déborde des restaurants et des estaminets, tourne sur elle-même sans s'écouler. Les agents de police, le Commissaire vont et viennent consultant, ordonnant le départ. Vains efforts. Sur la demande du Maire, obligé de se rendre à Houplines pour résoudre une question urgente de ravitaillement, M. l'adjoint Villard, se met de la partie. Il va de cabaret en cabaret, de trottoir en trottoir, annonçant que « le dernier train va partir ». Il insiste auprès des évacués, leur représentant qu'après ce train il n'y en aura plus, qu'il leur faudra arpenter la route à pied. Ces conseils amicaux et ces sages observations ne recueillent pas toujours l'approbation générale... tant s'en faut. Et M. Villard poursuit son apostolat de portier de gare au milieu des lazzi et des injures.

Une idée de génie lui revient. Il fait appel à une voix plus éloquente que la sienne, plus stridente, plus impérieuse : le sifflet de la locomotive.

Longuement d'abord, à coups précipités ensuite, le mécanicien sonne le rappel, annonce le démarrage imminent. Plein succès, les derniers convois s'emplissent et seront bientôt prêts à partir.

Sur une quarantaine de mille évacués, près de trente mille ont pu être embarqués.

Les autres s'en iront par leurs propres moyens. Ce sera une grosse responsabilité de moins et de lourdes

inquiétudes dissipées, car les Allemands peuvent arriver d'un moment à l'autre.

M. Villard continue à faire les cent pas, chapitrant les retardataires, mais l'esprit plus libre tout de même.

Pas pour longtemps. Un agent de police s'approche, et, se penchant, lui murmure à l'oreille :

— « Ils » sont là.

— Chut ! où ?

— A la Mairie. M. Courtot a organisé un service pour dégager un peu la place. « Ils » sont arrivés en auto.

— Bien. J'y vais. Ne dites rien, pour éviter des incidents. »

Et M. J. Villard se met en route pour l'Hôtel de Ville.

Arrivé à l'angle de la Grand' Place, il embrasse d'un coup d'œil le spectacle imprévu qu'elle offre.

Tout autour, alignée en un carré dans les agents assurent la rectitude, la foule, très calme, très sage, regarde curieusement le groupe que forment, sur les marches de l'Hôtel-de-Ville, les Allemands et M. Courtot, Commissaire de Police.

L'officier allemand, le lieutenant Von Oppel, le même qui vint à Lille, à Lens, dans toute la région, est assis sur la plus haute marche ; à côté de lui se trouve le Commissaire de police, que tient en joue l'unique soldat qui accompagne l'officier ; le fusil suit tous les mouvements de M. Courtot ; le lieutenant fume négligemment une cigarette. Contre la bordure du trottoir, l'auto qui l'a amené est maintenue en pression, le chauffeur, un civil, au volant.

M. Villard franchit la foule et s'avance. Dès qu'il l'aperçoit, M. Courtot se penche vers le lieutenant allemand et lui annonce l'arrivée de l'adjoint.

Von Oppel se lève, jette sa cigarette, et part à la rencontre du représentant d'Armentières.

Les deux hommes se rejoignent, vers le milieu de la place. Le lieutenant salue à cinq pas en portant la main à son casque. M. Villard répond en tirant son chapeau, qu'il fourre sous son bras.

Ici se place une scène assez originale.

— Je n'avais pas remis mon chapeau, nous dit M. Villard, par crainte d'un incident, l'histoire étant arrivée de Lille que le Maire, M. Ch. Delesalle, avait été l'objet de grossières observations pour avoir parlé à l'officier allemand une main dans la poche.

« Mais il m'était souverainement désagréable, alors que l'officier allemand restait couvert — ce qui cependant était tout à fait naturel, un soldat n'enlevant pas sa coiffure d'uniforme dans le service — de demeurer tête nue devant lui. Cela aurait donné au représentant de la ville un air un peu humilié que je ne voulais pas avoir.

« Aussi, au moment où Von Oppel allait m'adresser la parole, l'ai-je devancé pour lui dire :

— Je suis découvert, Monsieur. et pourtant je suis de beaucoup votre aîné.

— Oh ! couvrez-vous donc, et excusez-moi, Monsieur le Maire, répondit-il aussitôt. »

« Je remis mon chapeau. J'étais plus à l'aise, on pouvait causer maintenant. On avait l'air d'être égaux. »

Le soldat allemand a déjà lâché le Commissaire de police dépourvu subitement de tout intérêt pour lui, afin de se rapprocher de M. Villard. C'est sa poitrine que menace maintenant le petit trou noir du canon de fusil, ce sont ses mouvements que, le doigt sur la gâchette, le soldat surveille avec la plus vigilente attention.

Conversation courte, comme il convient, dans ces circonstances :

— Il arrivera vers minuit, dit Von Oppel, un détachement de 600 uhlands et de 50 gendarmes cyclistes pour occuper la ville. Préparez des cantonnements pour tout le monde. De la paille pour les chevaux, de l'avoine aussi, pour les hommes des œufs, du pain.

— La paille et l'avoine pour les chevaux, le pain pour les hommes c'est possible, répond M. Villard, mais il est trop tard pour qu'on puisse trouver des œufs aujourd'hui. Par contre nous pouvons donner de la paille pour le couchage des hommes.

Le lieutenant réfléchit un instant, puis riposte :

— Non, inutile. Il faut soigner les chevaux surtout. Nous avons beaucoup d'hommes et pas trop de chevaux. Les chevaux sont plus précieux.

Il ajoute encore :

— Vous êtes responsable de l'ordre dans la ville. Nos soldats doivent être bien accueillis. Veillez, vous êtes responsable.

Il salue, s'en va suivi de son garde du corps vers l'auto, un taxi de Lille conduit par son chauffeur habituel.

Le soldat tenant toujours son arme prête et haute monte à côté du chauffeur. L'auto démarre et file dans la direction de Lille, sans qu'aucun incident se soit produit.

Armentières a vainement attendu les uhlands et les gendarmes annoncés ! Devaient-ils venir ? N'était-ce qu'un bluff de Von Oppel qui en a commis bien d'autres ?

En tous cas les réquisitions demandées furent tenues prêtes. M. Chas, rentré de sa tournée sur ces entrefaites, avait été mis au courant des incidents.

La nuit se passe sans encombre. La matinée du trois

septembre n'amène aucun fait particulier, le début de l'après-midi non plus. On espère que la journée s'écoulera sans nouvel évènement, quand vers quatre heures du soir une patrouille de hussards de la Mort débusque sur la place et s'arrête devant l'Hôtel de Ville. Le sous-officier qui la commande annonce au Maire qu'il a mission de se rendre à Estaires, qu'il ne peut y mener ses hommes dont les chevaux sont trop fatigués et lui enjoint de lui fournir une auto.

Une auto? Ce n'est pas commode. On explique au sous-officier que toutes les autos ont été réquisitionnées, qu'il n'y en a plus. Il insiste. On finit par en découvrir une, celle de M. Janson, que son chauffeur consent bravement à conduire, et voilà le sous-officier en route pour Estaires. Les hussards restent sur la place, à la tête de leurs montures, la bride passée au bras.

Deux heures plus tard, l'auto revient, tous stores baissés. Le sous-officier fait appeler le Maire. Il paraît un peu inquiet, et assez embarrassé.

— J'ai, dit-il, dans l'auto un prisonnier, un soldat français que j'ai arrêté à Estaires. J'ai baissé les stores pour que la foule ne l'aperçoive pas. Il faut que je l'emmène à Lille. Je ne puis pas le placer pour ce voyage au milieu de mes hommes. Je garde donc l'auto.

— Ce n'était pas convenu, riposte M. Chas. J'ai pu obtenir l'auto pour un voyage à Estaires, mais il n'était pas question de Lille.

— J'ai besoin » insiste le sous-officier.

Il faut évidemment en passer par là. L'Allemand jure d'ailleurs ses grands dieux qu'il renverra l'auto tout de suite. Il veut surtout, dit-il, éviter des incidents qui peuvent être fâcheux pour tout le monde.

Il n'a peut-être pas tort au fond. Reste à décider le chauffeur. C'est assez facile. A lui aussi on jure qu'il sera

libre aussitôt le prisonnier en sûreté, et qu'il reviendra avec l'auto nanti de tous les papiers nécessaires pour n'être point arrêté sur la route, ni inquiété.

Serments imprudents. Le sous-officier était de bonne foi, mais il avait des supérieurs ! Ceux-ci s'emparèrent de la voiture et obligèrent le chauffeur à les conduire jusqu'à épuisement d'essence. Plusieurs jours après le pauvre diable put se sauver, en abandonnant l'auto remisee quelque part, et revenir à Armentières.

Quant au prisonnier, c'était un maréchal des logis de cuirassiers que sa mauvaise chance avait amené à Estaires et qui se promenait paisiblement dans la rue quand le sous-officier boche passa. On le retrouva quelques jours plus tard dans un local de la préfecture à Lille. Les Allemands l'y avaient enfermé, et l'avaient oublié au départ. Il ne s'expliquait pas très nettement ce qui s'était passé.

Ce furent, en ce mois de septembre, les seuls contacts d'Armentières avec les Allemands.

La bataille de la Marne allait s'engager. Le 6 septembre la petite force allemande qui occupait Lille filait en toute hâte ; le même jour des trains militaires français passaient en gare d'Armentières. Le surlendemain au réveil, le 8, les journaux de Lille, reparus la veille, étaient mis en vente à Armentières et apportaient enfin quelques nouvelles ; on rétablissait de nouveau le service téléphonique urbain, trois trains civils circulaient entre Armentières et le chef-lieu du département, les évacués commençaient à regagner leur domicile.

On respirait plus largement, néanmoins on avait l'impression que la situation n'était pas très assise.

Pendant tout le reste du mois, elle oscilla, en effet. Les trains, rétablis le 8, étaient de nouveau supprimés le 10, pour être remis en marche le 11. Des patrouilles

allemandes très audacieuses continuaient à circuler dans les environs. Le 14 on signalait 200 à 300 cavaliers allemands à Sailly-sur-la-Lys, en marche vers la Bassée ; le 16, au contraire, les Armentières acclamaient des G. V. C. du 4^e territorial venus pour assurer la surveillance des voies

Mais le plaisir éprouvé par cette arrivée était gâché le lendemain par le passage de trains remplis d'évacués. C'étaient les mobilisables de la région de Valenciennes, Maubeuge, Douai, Orchies, réfugiés à Lille, qu'on expédiait sur l'intérieur pour décongestionner la grande ville où ne cessaient d'arriver les habitants du sud du département et un nombre chaque jour croissant de Belges.

Les communiqués annonçant la victoire de la Marne avaient été accueillis avec une joie très vive. Mais la proximité des troupes allemandes maintenait une visible inquiétude dans la population, inquiétude que ne calmaient pas, tant s'en faut, les récits des réfugiés qui passaient.

Pourtant vers la fin du mois, l'espérance parut grandir. A partir du 23 septembre, des trains militaires se succédèrent allant dans la direction de Lille. On ramenait donc des forces dans le Nord ? Le grand public en tirait cette conclusion que l'alerte était passée, que le danger diminuait. Opinion un peu hasardée, certes, que les personnalités renseignées ne partageaient pas complètement. Sans pouvoir se former une idée exacte de la situation, elles sentaient confusément que ces troupes étaient envoyées pour parer à quelque danger pressant.

La « Course à la Mer » commençait en effet.

Mais l'impression dominante restait cet optimisme qui sera plus tard, pour les historiens de cette guerre, le trait caractéristique des deux premiers mois d'hosti-

lités dans le Nord. A Armentières pas plus qu'à Lille, à Roubaix, à Tourcoing, la masse n'avait pas, n'eût jamais la sensation du danger qui l'entourait. Elle ne crut pas qu'elle était menacée. La retraite profonde, opérée après Charleroi, n'avait pu ébranler cette confiance, non plus que l'envahissement et l'occupation de la moitié du département, la chute de Maubeuge, l'arrivée des boches aux portes de Paris.

La bataille de la Marne bien qu'on en ignorât la portée réelle avait fortifiée encore cette confiance instinctive. On croyait la part du feu faite.

Armentières travaillait ; les distributions de rations se poursuivaient avec ordre et méthode. Armentières avait du pain et des vivres, grâce aux efforts soutenus de l'Administration municipale ; Armentières avait foi dans l'avenir. Personne ne soupçonnait que la vieille cité de la toile allait être jetée en pleine fournaise, que les tranchées l'entoureraient presque complètement, dans un rayon de moins de 3 kilomètres ; que pendant des semaines, des mois, des années, elles seraient en première ligne, cible désignée aux fureurs allemandes ; que des dizaines de milliers d'obus s'abattraient sur tous ses quartiers ; qu'un jour viendrait enfin où la ville prospère, la ruche industrielle célèbre dans le monde entier ne serait plus qu'un amas de ruines désertes ; que les canons allemands après l'avoir démolie s'acharneraient à la réduire en poussière — qu'enfin ces ruines elles-mêmes tomberaient au pouvoir de l'ennemi trois ans et demi après le début de la guerre. Mais qui donc imaginait alors que la guerre durerait aussi longtemps?...

Huit jours sous la domination allemande. — Arrivée en forces. — Les Otages. — Les réquisitions. — Les incidents. — On sonne à la Gare. — Les eaux baissent. — « Tais-toi donc, imbécile, ils comprennent l'allemand » ! — Armentières libérée. — Les Anglais arrivent.

En septembre les Allemands n'avaient poussé sur Armentières qu'une pointe rapide. En octobre, ils devaient occuper la ville en forces, pendant une semaine, et ne l'abandonner que sous la pression de l'armée anglaise dont la réoccupation d'Armentières marque dans le Nord le terme de l'effort utile en 1914. Cet effort, d'autres diront ce qu'il fut et ce qui lui manqua pour qu'il put être poussé plus avant, jusqu'à Lille, Roubaix, Tourcoing. Ce sont là des discussions qui n'entrent pas dans le cadre de cette modeste chronique armentièreoise.

Au début d'octobre on put espérer un moment que le Nord touchait au terme de ses inquiétudes. Des mouvements de troupes s'y manifestaient qui décelaient une intention de contenir l'avance de l'ennemi. Nos goumiers et des groupes mobiles poussaient jusqu'à Tournai ; le 3 octobre Armentières accueillait avec des cris de joie la septième division française de Cavalerie qui débarquait en gare bientôt suivie d'une partie du 21^e corps. Cuirassiers et Chasseurs à pied étaient fêtés ;

les ouvriers partageaient avec eux tartines et café, dans toutes les maisons nos soldats étaient choyés. Le syndicat des fabricants de toile leur distribuait le stock important de lainages — il y en avait pour plus de dix mille francs — qu'il avait constitué dans l'intention de l'envoyer au commandant de la première région. Ils apprécièrent grandement cet utile cadeau. Mais ce débarquement ne dura pas. Le général de Maud'huy, commandant le 21^e corps, le général Hely d'Oisel, commandant la cavalerie, dont l'intention était d'abord d'amener leurs troupes en gare de Saint-André-lez-Lille, ne tardent pas à estimer qu'Armentières, est encore trop en l'air. Il n'est pas prudent d'aventurer nos formations en cet endroit avec la Lys à dos. Ils ne laissent donc que les éléments déjà à terre et reportent en arrière, au-delà de la Lys, le débarquement du gros de leurs forces.

Le 3 octobre au soir, il y a dans Armentières, un bataillon de Chasseurs à pied, le 17^e, et quelques pelotons de cuirassiers.

Le lendemain matin, le dimanche 4 octobre, on apprend que deux détachements allemands, forts d'environ trois mille hommes, avec de l'artillerie, se dirigent vers Lille, qui n'est plus couverte que par quelques éléments territoriaux, séparés d'une petite armée que commandait le général Plantey et qui opérait dans la direction Douai-Valenciennes. Lille est en grand danger d'être enlevée par surprise. On y expédie en hâte sur la demande du Préfet, à la première heure, le 17^e bataillon de chasseurs, qui arrive dans Lille vers onze heures passe sur la Grand-Place à onze heures et demie, et parvient à la gare à la minute précise où un train blindé allemand parti de Tournai pénètre dans la Gare de Fives, où il est arrêté. Nos petits chasseurs engagent aussitôt la bataille dans la Gare, à la porte Louis XIV, et aussi du côté du Grand Boulevard, où des détachements enne-

mis ont également fait leur apparition. Les premiers obus tombent sur Lille de une heure à quatre heures après-midi. Le combat se développe bientôt tout autour de la ville et notamment vers Lezennes, Fâches, Ronchin. Armentières en perçoit les échos violents.

Entre temps, vers 13 heures et demie, une patrouille allemande forte d'une cinquantaine de cavaliers est repoussée près d'Armentières, au Bizet belge, par nos chasseurs cyclistes qui s'emparent de deux hussards de la Mort. Les prisonniers sont ramenés à Armentières et de là dirigés sur Béthune.

Interrompue par la nuit, la bataille autour de Lille reprend avec plus d'ardeur le lundi 5. Les petites forces territoriales françaises groupées sous les ordres du Commandant, aujourd'hui Lieutenant-Colonel de Pardieu, dégagent Lille de l'emprise ennemie, et rejettent les Allemands de Ronchin et de Fâches. Le mardi 6, la bataille s'étend ; le canon tonne dans la direction de Bauvin. Les Allemands ont reçu des renforts, les nôtres résistent de leur mieux, mais ils sont vivement pressés.

Pendant qu'on se bat autour de Lille, les escarmouches continuent à la frontière belge, vers le Touquet et le Bizet. Dans la nuit du 4 au 5, des coureurs ennemis ont fait sauter la voie ferrée, à Steenwerck, pour entraver l'arrivée des renforts français ; le 6 notre artillerie, établie près d'Armentières, bombe Deulémont. Mais déjà Anvers ne résiste plus, les forces allemandes libérées commencent à descendre à travers la Belgique. Ce n'est pas du côté de Lille que le danger est le plus pressant ; d'heure en heure, il se prononce le long de la frontière. Le 7 octobre un taube survole la ville, simple reconnaissance. C'est la première fois qu'on remarque un avion allemand. Le même jour les avant-gardes ennemies viennent battre le pied des « monts » qui se dressent au-dessus de la plaine flamande, de Cassel à Bailleul.

1. Premier des Mérijust

Le 8 on se bat à Cassel, au Mont Noir, au Mont Rouge, au Mont des Cats. Cinquante cyclistes allemands tentent un raid nocturne sur Hazebrouck ; le prince Max de Hesse est tué au Mont des Cats ; Bailleul est occupé. Nos troupes battent en retraite devant des forces supérieures, de toutes parts l'inondation boche déferle en vagues successives.

Le 9 octobre, dès le matin, M. Henri Chas, téléphone à la préfecture pour signaler les renseignements qui sont venus à sa connaissance, donner un aperçu de la situation précaire dans laquelle se trouve Armentières menacée de toutes parts ; demander des instructions.

Le général français qui était resté jusque là à Armentières est parti à quatre heures du matin, la ville est vide de soldats. Le Préfet conseille d'ordonner l'évacuation immédiate des mobilisables. En ce qui concerne l'Administration municipale, il la laisse juge partout de ses actes — elle peut demeurer en place ou évacuer.

Puisqu'il n'y a pas cette fois obligation militaire de se replier, l'Administration municipale d'Armentières décide qu'elle restera. Elle estime que son rôle consiste surtout à défendre ses concitoyens, à administrer et à protéger la ville, à la soustraire, dans la mesure du possible, aux exigences de l'ennemi.

Elle fera front.

L'évacuation des mobilisables a lieu dans le meilleur ordre sur Gravelines par Béthune. Le soir la ville paraît déserte. Au loin des lueurs d'incendie rougeoient le ciel ; le canon tonne vers Fromelles, vers Laventie, en Belgique ; dans la plaine des fermes déjà flambent, très loin.

Un seul incident : vers huit heures du soir on voit errer en ville un cavalier allemand ; 7 chevaux sellés, mais sans cavaliers le suivent, il paraît égaré ; et disparaît

bientôt abandonnant les chevaux. La nuit se passe à attendre vainement. « Ils » ne viennent pas. Mais l'attente ne devait plus être longue.

Le 10, vers huit heures du matin, une automobile arrive à toute vitesse. Un officier et quelques soldats allemands l'occupent. Entre eux ils ont placé l'abbé Dufour, remplissant par intérim les fonctions de Curé de l'Eglise Saint-Louis. L'officier, une tête caractéristique de Prussien : grand, osseux, les mâchoires saillantes, la face carrée, est furieux ou du moins affecté de l'être. Il entre brusquement dans le cabinet du Maire :

— Monsieur le Maire, crie-t-il, en tapant avec la crosse de son revolver sur la glace qui couvre le bureau de M. Henri Chas, Monsieur le Maire, je devrais vous faire fusiller. On a sonné les cloches pour annoncer aux Français l'arrivée de nos troupes. C'est sévèrement interdit sous peine de mort.

— Monsieur, répond M. Chas très calme, si on a sonné les cloches on a eu tort, on a contrevenu à mes instructions qui interdisent toute sonnerie.

Finalement tout s'explique, il s'agit d'une sonnerie de messe. L'abbé Dufour, qui remplaçait le Curé à l'Eglise Saint-Louis, ignorait l'interdiction des sonneries et avait fait tinter sa messe comme d'habitude sans y mettre malice.

Mais l'occasion est trop belle pour que l'officier violent et osseux la laisse échapper. Il se calme et offre une transaction :

— La ville doit être punie pour cette infraction aux lois de la guerre. Elle paiera cinq mille francs en or, Monsieur le Maire !

M. Henri Chas, fait prévenir le receveur municipal, M. Victor Graignon.

— Mais il n'y a pas cinq mille francs en or dans la caisse ; on ne peut faire la somme qu'en payant partie en or, partie en argent.

— Ça ne fait rien, je prendrai l'argent aussi.

Et, tandis que M. Graignon va à son coffre :

— Monsieur le Maire, dit l'officier, je veux tout de suite ici tous les curés de la ville.

— Il faut le temps de les prévenir, riposte M. H. Chas. »

Mais l'officier a déjà changé d'idée ; il abandonne « tous les curés, » pour ne conserver que les cinq mille frs. et l'abbé Dufour qu'il emmène à son Etat-Major.

La journée réserve d'autres émotions. Vers dix heures et demie, Monsieur le D^r Vanuxem, Maire de Nieppe, arrive à la mairie d'Armentières. Il est chargé, par un colonel d'infanterie allemand, arrêté avec ses hommes au Pont de Nieppe, d'annoncer à M. Henri Chas qu'Armentières va être bombardée s'il ne se rend pas en personne, sur le champ, au-devant des troupes allemandes, au Pont de Nieppe.

Il n'y a pas à discuter, ni à tergiverser. Il faut sauver la ville.

M. Henri Chas part aussitôt. Il reçoit du Colonel l'ordre de prendre la tête du régiment, et, encadré de soldats qui le surveillent de près, il précède la colonne qui fait son entrée à Armentières en chantant la « Wacht am Rhein ». C'est une mesure de prudence pour éviter que l'on ne tire sur les soldats. La vie du maire est la rançon de la sécurité des troupes.

Les Allemands bivouaquent sur la Grand'Place et à la gare qu'ils occupent. Le Maire est consigné en permanence à l'Hôtel de ville ; il ne peut sortir de son cabinet à la porte duquel veillent deux sentinelles qui à tout déplacement l'accompagnent dans les couloirs jusqu'aux

endroits les plus... réservés. Défense même de fermer la porte.

M. Veranneman, professeur d'allemand au Collège de garçons, est venu spontanément se mettre à la disposition du Maire comme interprète. Il rendra pendant toute la durée de l'occupation les plus éminents services et, grâce à lui, nombre d'incidents seront aplanis qui auraient pu mal tourner.

Les troupes allemandes entourent sur la place les cuisines roulantes ; en ville, des équipes procèdent soigneusement à la destruction des appareils électriques, télégraphiques et téléphoniques de la gare, de la poste, etc...

A ce propos, il convient de signaler tout spécialement le courage et le sang froid d'une employée de la gare. Demeurée seule dans son bureau, tandis que les allemands occupaient la ville, elle ne cessait pas de tenir l'inspecteur d'Hazebrouck au courant de ce qui se passait à Armentières.

Elle ne s'arrêta qu'au moment où les soldats envahirent son local. Sommée par un officier de lui fournir des renseignements sur le fonctionnement des appareils, elle refusa ; menacée de mort, elle refusa encore, et profita d'un moment où l'officier lui tournait le dos pour couper les fils et rendre impossible ainsi toute communication.

Soudain l'officier osseux et violent des sonneries de cloches reparait à la Mairie.

Il rapporte la décision de son Etat Major ; le curé de Saint-Louis ne sera pas fusillé, le Maire ne sera pas fusillé, mais l'abbé Dufour et un autre prêtre, l'abbé Mouret, devront être détenus pendant vingt-quatre heures. Ce n'est pas tout. Les cinq mille francs réquisi-

tionnés ne sont pas une amende suffisante, la ville doit payer une contribution plus forte.

— Combien reste-t-il dans la caisse municipale?

— Exactement 5.370 francs !

— Oh ! ce n'est pas beaucoup. Nous savons qu'Armentières est une ville très riche ; beaucoup de grosses fortunes.

On lui explique que s'il y avait, avant la guerre, des fortunes particulières importantes, la ville, essentiellement ouvrière, ayant de grosses charges, a toujours été pauvre.

Il ne paraît pas convaincu et s'en va avec M. l'Adjoint Villard et M. Gaignon, receveur municipal, examiner les livres de la recette. Il se fait présenter le compte-courant avec le Trésor, le grand livre, etc... Il compte la caisse. Il y a bien dans le coffre-fort municipal 5.370 francs. Il les prend et en donne reçu sur le livre même. Mais il reste une somme de 1.500 francs appartenant au bureau de bienfaisance.

— Il y a encore ces 1.500 francs.

— Oui, répond M. J. Villard, mais c'est l'argent des pauvres d'Armentières.

— Ah !

Et voyant qu'il réfléchit :

— Le prenez-vous ou ne le prenez-vous pas, l'argent des pauvres, dit assez brusquement M. Villard ?

— Non, gardez, répond l'officier après un moment.

Les 1.500 francs sont sauvés. Armentières s'en est tirée à bon compte, comme on voit, grâce à la prudence de son administration qui, en prévision de cette arrivée, avait, depuis qu'une menace pesait sur la ville, réduit l'encaisse au minimum indispensable.

Pendant que ces événements se déroulent, les troupes allemandes continuent à défiler à travers la ville : infanterie, cavalerie, artillerie, mitrailleuses, cuisines roulantes, etc... tout ce qu'une armée traîne derrière elle.

A partir de quatre heures et demie de l'après-midi et jusqu'à six heures et demie, un énorme convoi passe à son tour. Il y a de tout dans ce convoi : des voitures régimentaires, des voitures du train des équipages, et ce qui serre le cœur, un grand nombre de véhicules volés en France, des charrettes lorraines, des camions pris dans la Meuse ou dans la Woëvre et portant sur leurs bâches les noms de leurs propriétaires ; des chevaux dérobés aux environs, à Halluin, à Menin, à Comines etc. En ville les troupes se tiennent à peu près bien, mais route d'Houplines des actes de pillage sont commis.

Différents incidents se produisent et certains sont près de tourner au tragique.

De son cabinet, le Maire avait aperçu un certain mouvement parmi les troupes au repos sur la Grand' Place. Une bijouterie était restée ouverte, des soldats y étaient entrés sous prétexte de faire réparer leurs montres, et commençaient à piller le magasin.

M. H. Chas, renseigné, fait prévenir le colonel que des soldats volent malgré les assurances données que les propriétés privées seront respectées :

— Ce n'est pas possible, rétorque le colonel, il n'y a pas de voleurs dans mon régiment.

— Pourtant la chose est certaine. La propriétaire vient de venir se plaindre.

— Qu'elle donne les noms.

— Comment voulez-vous qu'elle connaisse par leur nom des soldats qu'elle n'a jamais vus ?

— Alors qu'elle désigne les soldats ; ils seront punis

si le fait est exact ; s'il n'est pas prouvé, elle sera arrêtée.

C'est délicat. La commerçante désigne pourtant plusieurs soldats. on ne trouve rien. Le colonel triomphe :

— Il n'y a pas de voleurs dans mon régiment, répète-t-il.

— Regardez donc dans les bottes, suggère soudain M. Chas.

On y regarde et l'on extrait quelques montres.

Le colonel paraît excessivement vexé ; il adresse de violents reproches aux officiers, des injures aux soldats, exprime ses regrets au maire, fait des excuses, etc... et s'en tire en disant :

— Que voulez-vous, même dans les meilleures troupes, il y en a des bons et des mauvais.

Les soldats disparaissent sans autre dommage, semble-t-il, mais l'intervention énergique du Maire d'Armentières, son insistance, ont produit leur effet. Le pillage qui commençait est arrêté net : on met des sentinelles aux portes des boutiques et ce jour-là les Allemands ne volent pas plus avant.

C'est à ce moment qu'entre en scène, le Commandant Gerdorf qui parle un français passable et paraît surtout préposé aux réquisitions. Il vient demander qu'on lui livre pour les troupes des vivres et des fourrages. M. Conem, adjoint, est chargé de procéder aux réquisitions nécessaires.

Pendant les opérations le commandant — c'est un marchand de bois de Munich — parle. Il fait l'éloge de l'Allemagne, paraît regretter le conflit entre la France, qu'il aime beaucoup, affirme-t-il, et son pays.

Pas mauvais bougre au fond. Le maire est rigoureusement consigné dans son cabinet, nous l'avons dit ; ce cabi-

net a été fort encombré pendant toute la journée, la température y est devenue insupportable, l'air est vicié.

Le Commandant prend sur lui d'autoriser une dérogation.

Il signe un petit papier permettant au Maire d'Armentières de prendre l'air sur le trottoir de la mairie, sous l'œil bienveillant de deux sentinelles.

Mais l'allemand reparait bientôt sous le gentleman. C'est ce même commandant, en effet, qu'on voit arriver le lendemain matin, brandissant un arc et des flèches :

— Voilà, dit-il gravement, ce que mes hommes ont trouvé il y a quelques jours dans un village où avaient cantonné des troupes anglaises ; c'est avec ces armes que les sauvages amenés par les Anglais combattent nos troupes. Je vais envoyer à Berlin, pour le musée.

On a quelque peine à faire comprendre à cet Allemand que l'arc et les flèches sont les « armes » très innocentes d'un habitant passionné, comme beaucoup de gens du pays, pour le tir à l'arc, sport dominical très en faveur en Flandre.

Le Commandant ne paraît pas du tout convaincu. Peut-être est-il rentré chez lui persuadé qu'aux 420 allemands les Anglais ne pouvaient opposer que ces jou-joux équatoriaux.

Rendons lui toutefois cette justice que du moins il n'a pas parlé de faire fusiller quelqu'un pour punir cette détention d'armes prohibées.

Même, quand il part, peu après, il délivre au Maire d'Armentières un certificat constatant que les réquisitions ont été faites à son entière satisfaction.

Ce matin-là toutes les troupes allemandes qui occupaient Armentières, quittent la ville pour prendre

position au Nord et à l'Ouest. Le convoi a gagné la direction de Sailly-sur-la-Lys.

Vers midi, le Maire est libéré et peut se promener ailleurs que sur le trottoir, sans exhiber aucune permission.

L'occupation va-t-elle se borner à ce court séjour qui, en somme, n'a pas apporté de désagréments bien graves? Si l'on s'en tire avec les 10.370 francs payés, les réquisitions, etc... ce n'est pas trop cher.

Que se passe-t-il aux environs? La grande attaque de Lille est commencée. On entend la canonnade, mais on ignore complètement les événements les plus proches. Pendant toute la fin de cette journée du 11, qui était un dimanche, on ne revoit point d'Allemands.

Le lendemain 12, la canonnade reprend avec une certaine intensité dans la direction de l'Ouest, quelques patrouilles traversent hâtivement Armentières. Vers une heure après-midi, une détonation secoue les quartiers avoisinants la Lys; les Allemands viennent de faire sauter le pont du chemin de fer d'Armentières à Haze brouck, sur la Lys, aux abords de la gare de Nieppe. Cela paraît d'un bon augure, et cette impression se confirme pendant la fin de la journée qui est calme et exempte d'incidents.

On dort un peu tranquille cette nuit là.

Le lendemain 13 réservait de désagréables surprises à tout le monde.

Cette journée du 13 octobre, ou plus exactement la soirée, restera parmi les plus fameuses dans l'histoire d'Armentières. Jusqu'alors les Allemands, on l'a vu, n'avaient pas procédé selon leurs habitudes quand ils occupent une localité. Ils avaient bien obligé le Maire, à les venir chercher aux limites de la commune et à précéder leurs colonnes dans la ville, mais ils n'avaient exigé aucun autre otage. Leurs troupes n'avaient d'ail-

leurs fait que passer. C'est que le siège de Lille — on l'ignorait alors à Armentières — était commencé. Les Allemands se trouvaient devant une résistance imprévue. La poignée d'hommes, presque sans artillerie, presque sans cartouches, que dirigeait l'énergique commandant, bientôt le lieutenant-colonel de Pardieu, s'opposait aux efforts de deux divisions allemandes.

Le kaiser Guillaume II avait radiotélégraphié :

— Je donne l'ordre de prendre Lille à tout prix. »

Depuis le samedi après-midi 10 octobre, à cinq heures, moment où les Allemands, entrés d'abord dans Lille avaient dû se replier, la lutte continuait farouche. Le dimanche 11, malgré un furieux bombardement, Lille tenait toujours ; le lundi 12, la vieille cité tenait encore et sa résistance ne cessait pas, sur certains points, avant onze heures du soir. Les troupes qui avaient traversé Armentières pendant les journées des 10 et 11 octobre étaient des renforts envoyés vers Lille. Le 12 dans la journée, ces troupes étaient arrêtées devant les portes de cette ville, leur élan brisé. Les Allemands n'avaient donc pas eu le temps d'occuper régulièrement Armentières. D'autres soucis les tenaillaient, notamment celui d'emporter Lille. On saura quelque jour leur déconvenue quand, ayant fini par avoir raison de la poignée de héros qui ne cessèrent le combat que faute de munitions, ils dénombèrent ceux qui pendant trois jours les avaient tenus en échec. Ils étaient 2.500 à peine. Ils s'étaient battus un contre 20. Les Allemands avaient mis en ligne près de 60.000 hommes. Contre 3 canons de 75, mal approvisionnés, ils avaient placé en batterie de nombreuses pièces de campagne de tous calibres.

Le Prince héritier de Bavière vint lui-même le mardi 13 remettre sur l'Esplanade son épée au lieutenant colonel de Pardieu en le félicitant de son héroïque défense.

Ce mardi 13 au matin, les Allemands faisaient dans Lille, toute fumante d'incendies, leur entrée solennelle. Désormais ils étaient débarrassés de tout souci de ce côté ; ils pouvaient revenir à Armentières et s'y installer selon les règles.

Ce retour n'eut lieu qu'assez tard dans la soirée. Pendant toute la journée, on avait entendu d'Armentières une canonnade assez vive, paraissant se rapprocher par instants, de nombreuses patrouilles avaient traversé les différents quartiers de la ville sans s'y arrêter.

Vers huit heures du soir un officier arrive en auto devant l'« Hôtel du Comte d'Egmont », stoppe, entre et réquisitionne 15 chambres pour l'Etat-Major qui le suit. Or, l'Hôtel n'a que 11 chambres. M. Henri Chas qui prend ses repas à cet hôtel est présent. Il offre, après avoir décliné sa qualité de maire, des locaux supplémentaires dans les environs. L'officier accepte, choisit les chambres dans une maison voisine et se déclare satisfait, mais presque aussitôt il intime à M. J. Villard qui est là l'ordre de monter dans l'auto pour lui servir de guide. Heureusement il se borne à se faire montrer la jonction des routes de Nieppe et d'Erquinghem à leur entrée en ville et M. J. Villard ne tarde pas à être de retour auprès du Maire légèrement inquiet sur le sort de son adjoint.

Vers neuf heures et demie subitement, les troupes allemandes entrent en ville par toutes les rues à la fois. C'est la 3^e division de cavalerie bavaroise. Un officier se présente à la mairie, c'est un lieutenant, officier d'ordonnance du Général Commandant la division. Il exige du maire la réquisition immédiate de tous les locaux nécessaires au logement de cette division : locaux municipaux d'abord, locaux particuliers s'il est besoin. La division doit être logée dans des secteurs déterminés.

M. Henri Chas a été sous-officier de dragons, l'ordre qu'il reçoit l'étonne un peu et il ne peut s'empêcher de témoigner cet étonnement.

— On ne loge pas une division de cavalerie dans une ville où il n'y a pas de place suffisante pour les chevaux, alors qu'il y a tant de fermes à proximité, fait-il observer.

L'officier allemand, qui a écouté sans mot dire, se contente de répliquer :

— C'est peut être vrai, mais c'est l'ordre, arrangez-vous là-dessus.

Il faut bien s'arranger. Les soldats attendent ; les chevaux sont rangés dans les rues, le long des trottoirs, laissant libre le milieu de la chaussée. L'ordre est admirable, Chaque cavalier se tient à la tête de son cheval Pas un mot, par un geste. Cette discipline dans la nuit avait — a dit un témoin—quelque chose d'impressionnant Mais rien ne dure. Quand les cantonnement furent faits, Armentières connut, comme d'autres cités, le soldat allemand lâché : magasins pillés, portes enfoncées à coups de crosses, caves envahies, soudards ivres, etc... etc... Toutefois il ne paraît pas y avoir eu de crimes contre les personnes.

Mais il ne suffit pas d'assurer le logement des troupes

L'officier exige aussi des otages, 20 otages : le Maire d'abord, puis des industriels, des notaires, des prêtres, des notables enfin. Cinq doivent rejoindre sans délai l'« Hôtel du Comte d'Egmont » s'y tenir à la disposition du Général et être remplacés en pareil nombre chaque jour, par roulement.

Le Maire, lui, reste consigné à la mairie.

Il importe de prévenir les intéressés. M. Villard part le long des rues sombres, en danger à chaque instant de tomber sur une sentinelle prompte à tirer.

Il avertit ce soir même MM. Léon Frémaux, président

de la Chambre de Commerce ; Colombier, président du syndicat des fabricants de toiles ; Dufour, notaire ; l'abbé Camelot, doyen de Saint-Waast. Ce sont, avec lui cinquième, les otages de la première série.

Les autres otages sont, en outre du maire, M. Henri Chas, otage permanent, MM. Bloeme, industriel ; Charvet, industriel ; L. Cardon industriel ; Clarisse, industriel ; Druot, directeur de l'École nationale professionnelle, conseiller municipal ; Henri Duhot, industriel ; Lambert, industriel ; Louart, principal du Collège de garçons ; Lourme, industriel ; l'abbé Mulliez, curé de Saint-Roch ; Rogeau, industriel ; H. Ruyant, industriel ; Thetten, négociant ; Woussen, banquier.

M. J. Villard a donné rendez-vous aux otages pour onze heures au « Comte d'Egmont ». A l'heure dite, tous sont présents et s'installent comme ils peuvent, de leur mieux, dans une travée, la deuxième à droite, contre le mur de refend qui sépare la salle de café de la salle de billard, près d'une fenêtre donnant sur la rue. C'est la première fois que ces 5 Armentériois, fort différents d'habitudes, d'opinions, de professions, sont réunis à une heure aussi tardive dans le même endroit public.

Les officiers allemands sont joyeux ; on entend le bruit des conversations et des rires dans la salle à manger ; des bouchons de champagne sautent.

Vers onze heures et demie un officier s'approche et questionne M. J. Villard.

— Ce sont les otages ?

— Oui, c'est nous.

— Bien, je suis chargé par le Général de vous exprimer ses regrets de vous retenir ici ce soir, mais les civils dans beaucoup de localités, surtout en Belgique, ayant commis des actes contre nos soldats, massacré nos troupes, nous sommes obligés de prendre des garanties,

c'est-à-dire des otages responsables. Donc vous êtes responsables sur votre vie de tout ce qui pourrait se passer dans la ville de contraire aux lois de la guerre. Mon Général s'excuse du dérangement qu'il va vous causer.

Et il ajoute après un instant, d'un air aimable :

— Maintenant vous pouvez vous retirer dans vos appartements ici.

Vos appartements? Les otages se regardent, et tandis que l'officier salue et s'apprête à se retirer, M. Villard de répondre :

— Nous vous remercions, Monsieur, de la courtoisie que vous avez eue de nous retenir des chambres. Veuillez nous les faire indiquer, nous nous retirerons.

L'officier s'arrête, décontenancé :

— Mais vous n'avez donc pas d'appartement retenu?

— Vous avez réquisitionné tout l'Hôtel, vous seul donc pouviez nous retenir des chambres, réplique M. Villard.

Un brusque changement s'opère chez l'officier. Cet homme qui visiblement connaît tous les usages du monde, qui s'est présenté de la façon la plus correcte, qui a débité, d'un ton qu'il s'efforçait d'adoucir, sa petite harangue, se redresse, ses traits se durcissent, sa voix se fait impérieuse, le Prussien reparait :

— Alors, si vous n'avez pas de chambres, restez-là, prononce-t-il brusquement, et il file.

— Jamais, m'a conté un des acteurs de cette scène je n'ai vu changement à vue plus rapide. Nous avons vu venir un gentilhomme, nous avons vu partir un soudard.

Mais l'adjoint au maire n'est pas au terme de ses tribulations. Soudain paraît un Commandant allemand qui pose cette question :

— Où est le Sud-Est de la ville?

On essaie de lui expliquer la topographie d'Armentières, mais il ne comprend pas.

— Vous venir avec moi, dit-il brusquement à M. J. Villard.

— Impossible. Je dois rester ici. Je suis otage du Général.

— Ah !

Le commandant disparaît et revient peu après, suivi d'un capitaine.

— Le Général autorise, allez avec cet officier.

M. J. Villard sort. La rue est encombrée de camions, de fourgons, de voitures de toutes espèces, de canons. Il reste à peine un petit passage, où attend un omnibus de famille, jaune. Une voiture volée dans les environs probablement.

L'officier répète sa question :

— Sud-Est de la ville ?

Et à M. Villard, il ordonne, en lui montrant la place vide sur le siège à côté du soldat conducteur :

— Montez. Allez chercher convois automobiles lourdes Sud-Est de la ville.

A peine M. Villard est-il installé que, sur une phrase dite en allemand par l'officier, la voiture part avec les seuls occupants du siège.

Par signes M. Villard donne au cocher la direction du Sud-Est de la ville. Il n'y a pas moyen de faire autrement que de conduire la voiture vers la route de Lille, mais bien entendu il est tout à fait décidé à ne pas trouver le convoi désiré. Après avoir laissé rouler l'omnibus jusqu'après la Chapelle d'Armentières M. Villard commande par signes au cocher de faire demi tour en prononçant un des rares mots allemands qu'il sut : « Bahnhof ».

A la gare on retrouve l'officier qui attend son convoi avec une impatience fébrile, car il est déjà plus d'une heure du matin.

— Rien vu, déclare laconiquement M. Villard.

Le Commandant allemand pris d'un accès de colère furieuse, déplie une carte et veut se faire donner par M. Villard des explications sur les routes aboutissant au Sud-Est de la ville.

— Je ne suis pas militaire et je n'ai rien à faire avec les cartes.

Au paroxysme la fureur, le grand diable de commandant, — il mesure près de 2 mètres, — bouscule l'adjoint et lève sur lui la main en rugissant :

— Vous...

— Je suis l'otage honorable du Général, coupe M. Villard, les yeux dans les yeux, et vous devez me respecter.

—

— Vous, allez chercher votre convoi?

— Ya...

Et le commandant subitement radouci monte dans l'omnibus, mais non sans avoir ordonné à M. Villard en lui montrant la place à côté du cocher :

— Vous monter!

Et voilà M. J. Villard, grelottant de froid, parce qu'on n'a pas voulu lui donner le temps de prendre un pardessus, reparti vers Lille.

Quand le commandant fut fatigué de rouler vainement vers le Sud-Est, il donna l'ordre du retour et l'on se retrouva devant la gare, sans avoir découvert le convoi, vers deux heures et demie du matin.

— Merci, Monsieur, dit alors le commandant, de la

façon la plus courtoise du monde, les talons joints et la main à la visière. Veuillez rentrer où loge le Général.

Et M. J. Villard peut pénétrer enfin dans la salle de café du «Comte d'Egmont» transformée en corps de garde. Des soldats dorment sur les banquettes, sur les tables, sous les tables, sur le billard, sous le billard. D'autres boivent silencieusement. Les quatre otages sont sur les banquettes, deux par deux de chaque côté de leur table, la tête du notaire s'appuie sur l'épaule du curé et le président du syndicat des fabricants de toiles est solidement calé contre le président de la Chambre de commerce. Sur le côté ronronne le dévoué professeur Veranneman, qui est venu se mettre comme interprète à la disposition des otages. M. Villard enfourche une chaise et, après avoir pendant quelques minutes contemplé le tableau que forment ces bons Français réunis par l'Union sacrée, les rejoint dans le sommeil des justes.

Jusqu'à six heures du matin il dort ; à ce moment arrivent les otages de la deuxième série venant prendre leur tour de permanence.

Après une courte mais nécessaire visite chez lui, M. J. Villard descend à pied jusqu'à la mairie, il y trouve M. Chas, qui a passé la nuit dans son cabinet, faisant les cent pas sur le trottoir. Tous deux s'entre-tiennent des incidents de la nuit.

Arrive à ce moment M. Conem, adjoint, qui a été chargé par le Maire d'assurer le service des réquisitions exigées par les Allemands et qui a couru toute la nuit pour trouver 5.000 kilogs d'avoine et pour faire fabriquer les 5.000 kilos de pain dont la livraison est exigée pour huit heures du matin.

— Tout est prêt, annonce M. Conem, mais la livraison ne marche pas. »

On doit porter les pains à la gare, or la première voi-

ture partie n'est pas revenue. En route des soldats ont arrêté cette voiture ; les uns ont dételé le cheval et ont filé avec, les autres ont volé le pain. L'intendance allemande n'aura jamais son compte dans ces conditions là.

Que faire? Une lourde contribution de guerre menace la ville si les réquisitions ne sont pas fournies. Se plaindre? A qui? Et puis quelles preuves donner?

On a travaillé toute la nuit à fabriquer des miches. On ne peut pas recommencer.

Le cas est embarrassant.

— Ah ! ils volent les chevaux, s'écrie M.Chas, eh bien! ils ne voleront pas celui-là. Prenez donc le « vieux Louis » — c'est le bœuf de travail de l'asile des aliénés — attelez-le au « beigneau » — sorte de voiture paysanne à trois roues que l'on charge de fumier, de pommes de terre, de betteraves, etc... selon l'occasion — et livrez leur le pain là-dedans. Ils n'emporteront pas cet équipage je pense !

On prend « Louis » et le « beigneau » et l'un trainant majestueusement l'autre on transporte le pain sous le grand hall de la maison Mahieu près de la gare. Mais on s'aperçoit vite que les Allemands ne vérifient pas la livraison, et qu'en somme la réquisition n'avait, à leurs yeux, que l'intérêt de justifier une contribution en argent si elle n'était pas fournie.

Dès lors, un voyage sur deux, on transporte le pain à l'hospice pour les rations de la population.

Les Boches ne s'aperçurent jamais qu'il leur manquait la moitié des 5000 kilos exigés.

La journée ainsi inaugurée allait être féconde en incidents. Les allemands commencèrent par requérir du beurre et de la viande pour l'Etat Major, sous peine d'une amende de 10.000 francs. On put les satisfaire en

nature. Mais l'après-midi réservait une autre surprise. Il était un peu plus de deux heures lorsque soudain, de l'Hôtel du comte d'Egmont où ils étaient, les otages de service entendirent une sonnerie retentir à la gare. M. Colombier, président du syndicat des fabricants de toiles, un des otages, fut aussitôt appelé par les officiers allemands.

— Une sonnerie fonctionne à la gare, dit l'un d'eux. C'est un signal convenu pour avertir les Français. Très grave !

Et l'officier laissa entendre que les otages pouvaient s'attendre aux plus dures représailles.

La sonnerie tintait toujours. On alla voir. C'était le grelot d'un sémaphore qui tremblait. Le Comte Zeppelin, neveu du célèbre inventeur des ballons dirigeables allemands, était parmi les officiers allemands. Il fût chargé de procéder à une enquête.

D'où était actionnée la sonnerie ? Il était évident qu'elle ne pouvait l'être de la ville. C'était certainement un soldat allemand qui l'avait mise en marche de la voie en touchant à l'un des appareils de sûreté. On essaye d'expliquer au Comte Zeppelin qu'il s'agit du block-system qui commande tout le clavier des signaux, qu'un fil a dû rester intact et été manœuvré volontairement ou involontairement.

On regarde de tous côtés, non sans anxiété. Enfin on aperçoit dans les voies un soldat près d'un levier qu'il a dû déplacer. On fait un signe, le soldat touche au levier, la sonnerie cesse, le mystère est expliqué !

Les Allemands toutefois font beaucoup de difficultés pour reconnaître qu'ils se sont trompés. Ils parlent d'imposer pour cet incident une contribution de guerre extraordinaire de 50.000 francs à Armentières.

— Nous n'avons pas 50.000 francs.

— Pourtant Armentières est une ville riche, comment n'avez-vous pas d'argent?

C'était le refrain ordinaire.

N'est-ce point pour justifier cette contribution que le soldat a actionné volontairement, et par ordre, le levier? Beaucoup en sont demeurés persuadés.

Le soir même les otages ne couchèrent point à l'Hôtel du Comte d'Egmont. Ils durent passer la nuit à l'Institution Saint-Jude. Le maire et M. J. Villard ayant insisté pour qu'on dispensât de cette corvée nocturne, — particulièrement pénible—deux des otages les plus âgés le Général y consentit, mais à la condition que l'adjoind resterait avec les otages conservés

M. Villard accepta

Vers dix heures on conduisit la petite troupe de la gare à l'Institution Saint-Jude ; les otages : MM. Ruyand, Rogeau et Villard durent donc traverser une grande partie de la ville escortés de uhlands, lance au poing. Ils assistèrent ainsi à quelques scènes de pillage caractéristiques : maisons dévastées ; portes enfoncées à coups de hache, etc... La belle discipline de la veille s'était singulièrement relâchée.

On parqua les otages dans la grande salle de dessin, sous la garde de sentinelles ; il n'y avait ni fauteuils, ni lits, ni chaises ; il fallut s'accommoder de simples sellettes sans dossiers.

Au jour, les otages, toujours escortés de uhlands, furent ramenés au « Comte d'Egmont » non sans que cette « promenade » jetât un vif émoi dans la population. En voyant passer ces citoyens connus entre des cavaliers armés, beaucoup crurent qu'on les menait au supplice.

La ville présentait ce matin-là un aspect caractéris-

tique ; des traces évidentes de l'orgie nocturne s'étaient de toutes parts, les fils d'eau notamment étaient encombrés de bouteilles vides. Les boches avaient eu très soif, et les caves armentiéroises avaient subi un furieux assaut.

Mais les bouteilles vides dans les fils d'eau, pour nombreuses qu'elles soient ne suffisent pourtant pas à expliquer l'agitation insolite qui se remarque chez les Allemands, l'inquiétude visible qu'ils manifestent ; il y a certainement autre chose qui justifie le mouvement actif des troupes. Des régiments d'infanterie, de l'artillerie passent, on entend au loin gronder la canonnade, ce matin du 15 octobre.

Inutile de chercher des renseignements. Questionner ? Il n'y faut pas songer. Attendre ? Rien d'autre à faire. Mais voici une diversion. Un officier d'Etat-Major accourt à la mairie avec une nouvelle réquisition.

Ces messieurs ont froid, ou prévoient qu'ils auront froid, ils veulent des pelisses ! Le Général exige douze pelisses.

— Il n'y a pas de fourreurs à Armentières, risque M. Chas !

L'officier allemand répond par une expression qui doit être la traduction polie du fameux cri militaire français, si souvent répété à la caserne.

— Je m'en... moque, il faut douze pelisses débrouillez-vous... ou bien contribution

On va se débrouiller. D'abord on parlemente, et la négociation aboutit à un rabais. Le Général se contentera de six pelisses.

M. J. Villard est chargé de les trouver, et le voilà trotinant à travers Armentières, de dix heures et demie à midi.

Chez M. Miellez, il déniché une première pelisse.

— Mais elle est un peu mangée des mites, fait observer le propriétaire.

— Tant mieux, parbleu ! riposte le réquisitionneur qui à l'esprit bien fait ce matin-là. Tant mieux, c'est tout à fait ce qu'il me faut.

Il récolte encore cinq ou six peaux de biques qu'il apporte triomphalement à M. Chas.

Les Allemands sont ravis et un officier vient remercier le Maire au nom du Général. Voilà une affaire liquidée.

Rien que de plaisant jusqu'ici, l'après-midi est moins gai. Le métier d'otage est décidément plein de périls. La veille la sonnerie de la gare avait failli faire partir les fusils tout seuls, cette fois l'eau de la Lys menace d'être fatale à M. Chas.

Un officier d'Etat-Major arrive au galop à la mairie.

— Monsieur le Maire, les eaux de la Lys baissent depuis quelques heures, ce n'est pas naturel. Mon Général veut savoir. Il y a un mauvais tour pour nos soldats. Vous êtes responsable.

— Les eaux baissent ? Première nouvelle. En tous cas les écluses ne sont pas sur le territoire d'Armentières, mais à Houplines, je suis responsable pour Armentières, mais Houplines ne me regarde pas.

Et il ajoute :

— Je ne crois pas que mes administrés aient bu cette eau pourtant ?

Cette boutade ne désarme pas l'officier qui ne paraît guère avoir envie de rire :

— Monsieur le Maire, venez tout de suite au quartier général voir mon Général.

Diabole ! ça se gâte ! M. Chas s'en va chez le général. Il répète son explication. On cherche des cartes. On examine. Les écluses sont bien à Houplines.

Le Général toutefois ne paraît pas convaincu. Cette baisse de la Lys le turlupine décidément. Les Anglais sont de l'autre côté de l'eau.

— Vous pourriez aller voir à Houplines ce qui se passe, suggère-t-il au Maire d'Armentières.

— Mais ça ne me regarde pas.

— Ça ne fait rien. Allez y tout de même.

Il n'y a pas à répliquer. Seulement M. Chas, à son tour, fait observer qu'il y a un bout de route jusqu'aux écluses, qu'il dort à peine depuis trois nuits, qu'il est très fatigué.

Le Général fait avancer une auto. M. Chas s'y embarque avec M. Varanemann, toujours prêt, et un soldat armé. L'auto file par la route d'Houplines, au grand effroi de la population qui croit qu'on emmène le Maire en captivité ou pis encore.

On arrive aux écluses. On y trouve un immense colonel du génie allemand qui surveille la manœuvre.

M. Veranemann lui explique la mission dont le maire est chargé.

Le colonel entre aussitôt dans une colère aussi énorme que lui-même ; il pousse des cris de... prussien écorché qu'on peut résumer ainsi :

— De quoi s'occupe le Général, ça ne le regarde pas si les eaux baissent, qu'il s'occupe de ses chevaux et me fiche la paix. Depuis quand voit-on des civils français chargés de prendre des renseignements sur un acte militaire allemand. Allez lui dire au Général que l'eau baisse par ordre et pour des raisons stratégiques.

— Oui, mais s'il ne nous croit pas ?

Le colonel géant s'apaise un peu et consent à rédiger un court billet que M. Chas remettra au Général.

Pendant qu'il écrit, M. Veranemann est remonté en

voiture. Il entend soudain le soldat conducteur de l'auto dire en allemand au soldat chargé de surveiller le Maire :

— Nous ne pouvons plus tenir, il arrive des paquets d'Anglais. S'il ne vient pas de renforts, va falloir filer.

— Tais-toi donc, imbécile, riposte le soldat, on comprend l'allemand.

Voilà, enfin, le renseignement cherché et l'explication tant désirée. La nouvelle est bonne.

M. Chas remonte en auto et rapporte au général le papier du colonel.

Mais il n'est pas sauvé. et retombe dans une aventure plus grave : Les Allemands ont arrêté du côté du Bizet belge quatre civils et les ont trouvés porteurs de cartouches allemandes. Le Maire s'en tire encore ; il peut prouver par la carte que l'endroit où l'arrestation a été opérée se trouve, non pas sur le territoire d'Armentières, mais en Belgique.

On fusille, sans autre forme de procès, les quatre pauvres bougres, à la Gare annexe, après leur avoir fait creuser leurs tombes.

Presqu'en même temps les Allemands font sauter le pont de l'Attargette et les passerelles jetées sur la Lys et le canal. Cette fois ça sent le départ.

En effet, vers huit heures du soir, l'Etat-Major file dans la direction de Lille. Le pont de pierre sur la Lys, dit Pont de Nieppe demeure intact. Les Allemands ont vainement cherché, sans les découvrir, les chambres de mines. Quant à la maçonnerie séculaire il ne faut pas songer à l'entamer.

Les otages gagnent à ce départ d'aller coucher chez eux.

Dans la précipitation de leur fuite les Allemands, oublient au *Comte d'Egmont* tout un stock de timbres

poste et autres valeurs se montant de 5.000 à 10.000 fr. que la propriétaire de l'Hôtel, Mme Schoonheere, remet le lendemain matin au receveur des postes.

Ce lendemain 16 octobre est le dernier jour de l'occupation? Ce n'est pas le moins critique. Pendant toute la matinée les mouvements des troupes battant en retraite vers Lille s'accroissent.

Une forte arrière-garde allemande est laissée dans Armentières pour protéger cette retraite. Le seul passage possible pour les Anglais qui sont à Nieppe est le pont de pierre que les Allemands n'ont pu détruire. C'est à défendre ce point que les troupes allemandes se consacrent. Elles occupent les abords immédiats de la route, à droite et à gauche, les prés Duhem, la Gare annexe et y creusent des tranchées.

Vers six heures du soir, dernier incident, qui un moment menace de tourner fort mal; un lieutenant se présente à la mairie. Le colonel du 5^e chasseurs bava- rois qui commande les troupes restées à Armentières fait annoncer au maire que des civils ont tiré sur ses soldats dans le quartier des prés Duhem — ce sont les Anglais qui tiraillent de Nieppe en réalité. Le colonel, en conséquence, requiert la présence immédiate près de lui, à la brasserie Motte, de trois otages, dont le Maire. Il les fera fusiller au premier acte hostile de la population.

MM. Conem et Villard, adjoints, s'offrent pour accom- pagner M. Chas.

— Non, répond l'officier. Si le maire est fusillé il faut que les adjoints restent pour administrer la ville.

Et il désigne lui-même MM. Colombier et l'abbé Camelot.

Les deux adjoints demeurent à la mairie avec quel-

ques conseillers municipaux, très angoissés sur le sort de M. Chas et de ses deux compagnons. On leur annonce que les Allemands abandonnant leurs travaux de défense évacuent le quartier des près Duhem.

Soudain tout le monde sursaute. Un uhlan vient d'arriver au galop. Il apporte un mot de M. Chas, griffonné à la hâte, pour MM. Conem et Villard.

— Venez tout de suite à la brasserie Motte.

Que se passe-t-il? Les Allemands ont-ils résolu l'exécution du maire et des deux otages?

MM. Conem et Villard courent plutôt qu'ils ne vont à la brasserie Motte.

Ils trouvent le Maire souriant :

— Chut ! murmure-t-il, par un mot. Ils f... le camp !

C'est vrai.

Le colonel a fait mander les deux adjoints pour qu'avec le Maire et MM. Colombier et Camelot ils l'accompagnent — dernière précaution — jusqu'aux limites de la commune.

Tout le monde part. M. Chas près du colonel, MM. Conem et Villard, M. Colombier, le doyen derrière, encadrés de soldats.

On se dirige vers la Chapelle d'Armentières.

Au passage à niveau du chemin de fer, M. Chas s'arrête.

— C'est fini, dit-il, je ne suis plus chez moi.

Le colonel salue, les soldats s'écartent et les cinq otages regagnent le centre de la ville pendant que la colonne allemande poursuit sa route. Il est huit heures et demie du soir.

Il reste encore quelques soldats boches dans Armentières, suprême arrière-garde. L'un d'eux, en senti-

nelle dans la rue sombre, ne paraît pas très rassuré quand les otages passent devant lui.

La nuit s'achève sans encombre.

Le lendemain 17, au petit jour, une vive fusillade éclate dans la direction de Nieppe. Les Anglais approchent. Un petit groupe d'Allemands, commandé par un officier, bat en retraite en tiraillant.

On entend des cris du côté de la rue de Dunkerque.

Les habitants saluent l'extrême pointe d'avant-garde anglaise, un sergent et deux hommes, qui s'amènent le long des murs, le fusil haut, le doigt sur la gachette. Ils appartiennent au bataillon de Midland.

Ils arrivent à la mairie et annoncent que leur colonel demande les autorités. Le Maire va aussitôt à la rencontre de l'officier anglais, tandis que M. Villard échange avec le sergent quelques mots rapides.

La foule témoigne son enthousiasme par des cris de joie et des acclamations.

Mais, il y a encore des Boches dans la ville. Le sergent repart avec ses hommes qui l'ont rejoint à la poursuite des allemands. Des coups de fusil sont échangés rue des Jésuites, un vieillard est tué d'une balle allemande.

Tandis que la chasse se prononce vers Houplines, M. Chas arrive avec le colonel anglais qu'il a trouvé sur la route du Pont de Nieppe, à côté d'une barricade éventrée formée de sacs de jute.

Vingt mille hommes attendent de l'autre côté de la Lys que les avant-gardes aient nettoyé Armentières. C'est bien la délivrance.

— Alors plus de boches à Armentières, dit le colonel?

— Si, 50 blessés abandonnés par eux.

— Oh ! ils sont prisonniers ; on va les soigner.

Et les Croix-Rouge s'en vont vers l'ambulance.

— Il y a aussi trois blessés français que j'ai cachés, déclare l'abbé Dufour; les Allemands ne les ont jamais trouvés.

— On les soignera aussi, répond un médecin.

Là-bas vers Houplines, la fusillade continue, les Anglais arrivent en masses. L'Etat-Major anglais remplace le général boche.

Armentières est sauvée.

Oui, sauvée de l'occupation allemande, mais elle va rester sous le canon et connaître toutes les gloires et toutes les misères des villes bombardées.

Ce n'est pas le salut, ce n'est qu'un répit. Mais qui pensait à cela ce matin du 17 octobre, où Armentières célébrait d'un cœur joyeux la défaite allemande?

Armentières, somme toute, n'a pas trop souffert de cette première occupation. Envahie par des troupes de choc, elle a échappé au sort que subirent d'autres villes belges ou françaises en circonstances analogues. Elle n'a été ni pillée, ni mise à sac. Les particuliers n'ont souffert qu'un minimum de maux, la municipalité s'en est tirée avec une contribution de guerre négligeable : moins de 11.000 francs en numéraire. Les réquisitions seules ont été coûteuses.

Les biens des citoyens ont été à peu près respectés et les déprédations inévitables des soldats n'ont jamais revêtu une sérieuse gravité. Beaucoup d'incidents, que nous n'avons pu noter, marquent cependant des intentions certaines de provocation; certains constituent des tentatives très précises pour faire naître des conflits graves. Aucune de ces provocation n'a pu être menée à terme; aucun incident n'a abouti au résultat probablement souhaité : fournir un prétexte plausible de représailles.

Il serait injuste d'en conclure que seule la chance a favorisé Armentières. Si les Allemands ont laissé la ville telle qu'ils l'avaient prise, avec ses usines intactes, ses maisons de commerce bondées de marchandises fabriquées, ses magasins comblés de matières premières, il convient de faire remonter le mérite de cette situation exceptionnelle à l'énergie, à l'habileté de l'administration municipale, à la sagesse de la population.

Le maire M. H. Chas a su, dès le premier contact, s'imposer à l'ennemi. Les Allemands ont trouvé en lui un magistrat municipal d'esprit droit et net, énergique, ne fuyant pas les responsabilités, fermement décidé à défendre sa ville et ses concitoyens, toujours prêt à intervenir. Cette énergie lui a permis d'enrayer le pillage à la première tentative ; son intervention décidée a contraint le commandement à sévir, et l'exemple exigé de lui par le Maire a suffi.

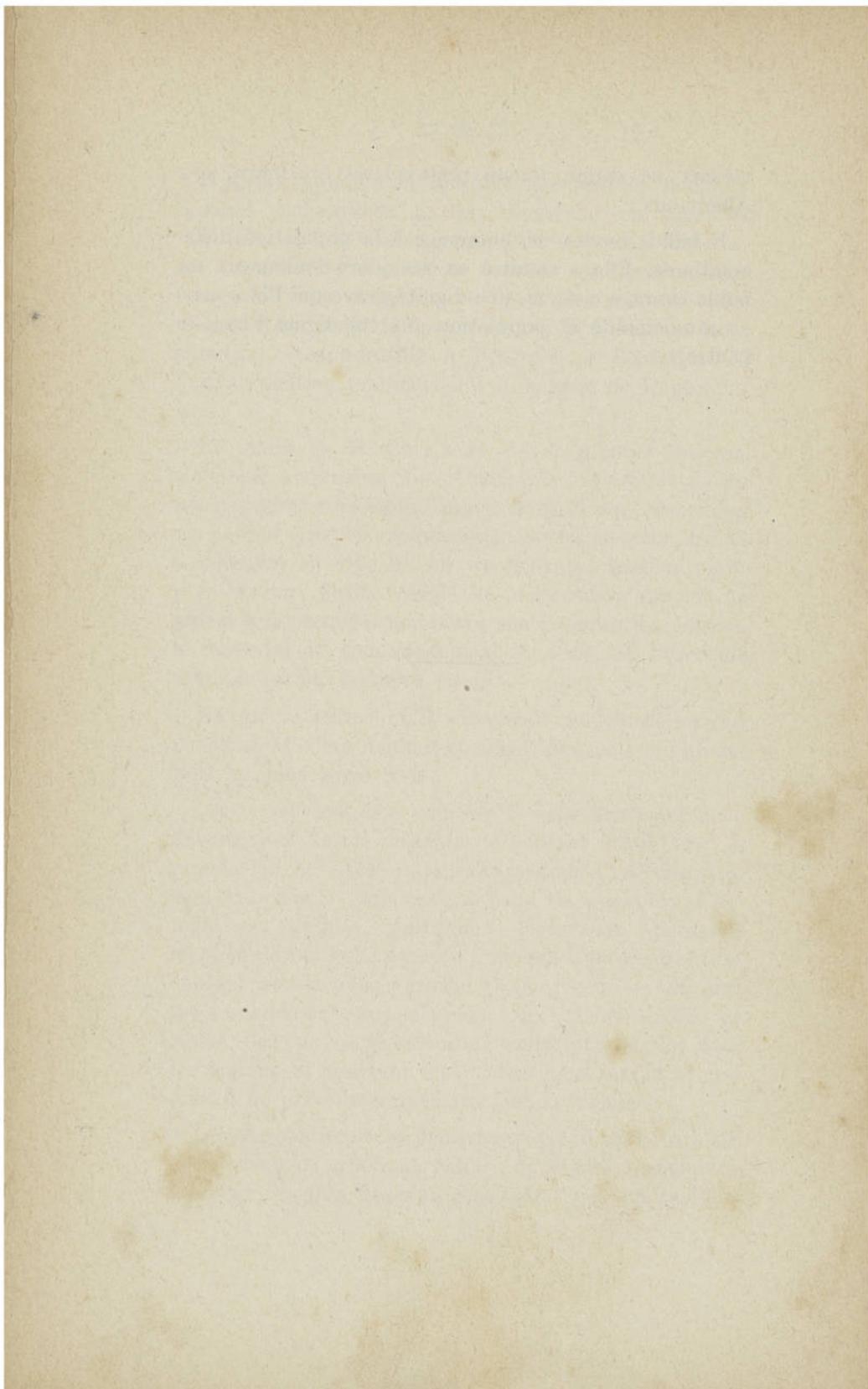
En même temps qu'il s'imposait personnellement à l'ennemi, M. Chas donnait et faisait donner à la population les plus sages avis.

Prisonnier dans son cabinet, il maintenait grâce au dévouement de ses adjoints, le contact étroit avec la population. Ses collaborateurs immédiats à l'Administration municipale parcouraient tous les quartiers d'Armentières occupée, multipliant devant les Allemands les conseils aux habitants. Le principal était d'éviter tout contact inutile avec l'armée, et pour cela les adjoints recommandaient spécialement aux Armentériens de rester chez eux, de s'abstenir de toute conversation avec les soldats. Si pourtant un incident quelconque se produisait de prévenir immédiatement la mairie.

Les Armentériens se haussèrent au niveau de circonstances, ils restèrent calmes et dignes. Cette attitude eut les plus heureux résultats, pas un incident

sérieux ne surgit, aucun prétexte ne fut fourni aux Allemands.

Il fallait rendre cet hommage à la population d'Armentières. Elle a montré en ces jours douloureux un noble courage civique, une dignité grave qui l'honorent — municipalité et population ont été dignes l'une de l'autre.



Deuxième Partie

ARMENTIERES BOMBARDEE

Les tranchées entourent Armentières. — Sous le canon ennemi. — Le ravitaillement. — Durs moments. — Les cuisines démolies. — Plus de gaz, plus d'électricité, plus d'eau. — Les premiers bombardements. — Armentières reçoit des obus français tirés par les canons pris à Lille, à Maubeuge et à Douai. — A la veille de la famine. — L'hiver 1914-1915. — L'exode des habitants. — Vingt millions de toiles sauvés.

Les Allemands n'allèrent pas loin quand ils eurent quitté Armentières. Un moment les Anglais occupèrent la chaîne des petites hauteurs qui, par Fromelles, Aubers et Premesques, sépare la vallée de la Deule de celle de la Lys et forme écran entre Armentières et Lille. Ils ne purent s'y maintenir ; les lignes se stabilisèrent devant Frelinghien, devant Wez-Macquart, au Pont Rouge, à l'extrémité de Bois Grenier. Elles traversaient la Lys en amont de Warneton, d'où elles remontaient en Belgique vers Wytschaete. De l'autre côté, elles passaient à deux ou trois kilomètres de Laventie pour s'en aller vers la Bassée, qui resta un des piliers les plus solides de l'organisation défensive allemande.

Les lignes de tranchées contournaient donc Armentières par le Nord et Sud, sur les deux tiers de sa périphérie ; le centre de la Ville était à moins de quatre kilo-

mètres des postes allemands : l'Asile des aliénés à moins de trois kilomètres.

La grosse agglomération d'Houplines, qu'habitaient de nombreux ouvriers occupés à Armentières, et qui comptait d'importantes usines, dépendant du centre textile d'Armentières, était plus proche encore. De la nouvelle mairie, de l'hospice, bâtis à l'extrémité du bourg, on apercevait distinctement les tranchées. La route qui relie l'agglomération dite la « Route d'Houplines » au bourg même était exposé aux vues directes de l'ennemi dont les balles arrivaient fréquemment jusque là. Il était imprudent de se montrer en groupe à la mairie ou à l'hospice ? Les tireurs allemands ne manquaient jamais l'occasion offerte de faire le coup de feu. Plusieurs habitants furent atteints par des balles dans les maisons ouvrières situées derrière l'hospice.

La route était barrée à cet endroit d'une pancarte en bois portant défense de passer : « Danger de Mort ». De l'autre côté de la Lys, qui forme la frontière entre la France et la Belgique, le petit hameau du « Canard » ou hameau de la « Petite Flandre », célèbre dans toute la région parce qu'on allait y acheter du tabac, des cigares et autres menuës marchandises de contrebande, était sous le feu de l'ennemi, et de la route qui s'enfonce en Belgique on découvrait parfaitement Frelinghien où les boches étaient installés.

La Chapelle d'Armentières n'était pas moins exposée ; le village de Bois-Grenier avait toute une partie de son territoire habité dans les lignes mêmes. Enfin la route qui conduit d'Armentières à Laventie était repérée à l'œil, et il était dangereux d'y passer. Un jour de mars 1915 nous en fîmes à quelques uns l'expérience. L'automobile qui nous ramenait d'Armentières, où M. Debierre, sénateur, était venu se documenter et qui, outre lui contenait MM. de Mendonça, sous-préfet d'Hazebrouck,

Chas et moi, après avoir contourné heureusement quelques trous d'obus dut s'arrêter devant un entonnoir creusé au beau milieu du gravier. Tandis que notre chauffeur, l'ami Bianchi, de Lille, étudiait le moyen de franchir l'obstacle sans dommage, la voiture fut encadrée à moins de 50 mètres en avant, en arrière et sur les côtés par quatre obus.

Pas d'erreur, nous étions « repérés ».

Bianchi mit en marche prudemment, on passa l'obstacle à petite allure, puis on démarra en vitesse. Il était temps : de nouveaux obus éclatèrent derrière nous.

Toutes ces communes, bien entendu, reçurent les premiers coups de l'ennemi, mais Armentières ne fut pas épargnée, et n'attendit pas. L'agglomération formait, à courte distance, une cible parfaite, étendue, facile à atteindre. Les clochers des églises, les hautes cheminées des usines, fournissaient des repères de choix. Les Allemands étaient installés à leur aise dans les forts et batteries élevés par couvrir le camp retranché de Lille au Sud et à l'Ouest : fort d'Englos, batterie de Premesques, fort Carnot ou du Vert Galant, fort de Bondues même. Les trois premiers justement destinés à battre la vallée de la Lys, la plaine d'Armentières et les routes qui la sillonnent, en cas d'invasion par cette partie de la Belgique. Ils étaient donc tout préparés au rôle qu'ils allaient jouer et qu'ils jouèrent.

Les premiers obus que reçurent Armentières, Houplines, La Chapelle d'Armentières, furent des obus français pris dans nos arsenaux de Maubeuge, Douai, Lille, portant les marques françaises et lancés par les canons français des forts de Lille ou les canons amenés dans ces forts après la prise de Maubeuge.

C'étaient heureusement des projectiles déjà anciens ;

un certain nombre n'éclataient pas, les autres ne causaient que d'assez faibles dégâts, relativement bien entendu.

Aussi les Armentières, Houplinois etc... ne manifestaient-ils au début, qu'une crainte assez médiocre des bombardements. On se garantissait évidemment, car les victimes furent tout de même nombreuses — mais enfin, une fois abrité, les risques étaient assez minces. Cette opinion se modifia par la suite.

La proximité des lignes, le danger constant n'empêchèrent point les fermiers de cultiver leurs terres. Elles furent cet automne là, labourées et ensemencées, elles le furent également au printemps. Je vois encore, un fermier conduisant, non loin du cimetière d'Houplines, une sarelouse attelée d'un grand diable de cheval blanc qu'on devait apercevoir de 10 kilomètres. Tout à sa besogne, il ne songeait certes guère aux Allemands qui le regardaient. Il en allait de même dans toute la plaine située derrière les tranchées. La récolte fut faite également, le blé mis en meule, mais on le sauva assez péniblement.

La ferme de l'Asile des aliénés continua ses travaux pendant près de deux ans. L'asile avait été évacué dès le 31 octobre 1914. Au moment de l'occupation le directeur, M. Omer Cuvelier, s'était courageusement exposé et avait pu obtenir le déplacement de batteries installées contre les pavillons mêmes, en invoquant auprès d'un médecin allemand le respect dû aux malheureux déments que les détonations jetaient en des crises furieuses.

Après la délivrance d'Armentières par les Anglais, l'Asile, placé derrière les tranchées, à courte distance, très en vue, fut la première cible des Allemands ; des obus le frappèrent. On ne pouvait songer à maintenir les malades dans cet établissement trop exposé.

On les expédia sur différents asiles de France.

Ce fut une rude besogne que ce lamentable exode, et le souvenir de cette évacuation reste parmi les plus émouvants des premiers mois de guerre. Elle valut à M. Cuvelier une citation à l'ordre civil et plus tard la Légion d'honneur. M. Boyer, receveur-économe, fut blessé d'une balle de shrapnell.

* * *

La ravitaillement de la population n'avait pas cessé d'être assuré pendant toute l'occupation allemande, avec le même dévouement par les membres de la Commission spéciale.

En septembre, 125.667 rations avaient été délivrées ; en octobre le total monta à 158.503, pour croître encore les mois suivants :

Novembre 217.970, décembre 363.260. Ce fut le point culminant. Dès janvier 1915, le total baisse à 357.271, février 303.199, mars 218.667, avril 185.288, mai 156.057, Juin 128.687, juillet 105.580, août 71.962, septembre 41.398, octobre 36.996, novembre 29.441. C'est le dernier mois. Je cite ces chiffres parce qu'ils permettent les constatations suivantes : fin 1914, augmentation croissante des difficultés de la vie à Armentières ; 1915, exode lent mais continu de la population ? Ces deux faits s'inscrivent rigoureusement dans la courbe des chiffres.

L'effort considérable de l'administration municipale d'Armentières pour venir en aide à ses concitoyens atteints par les événements de guerre apparaît dans le nombre global des rations distribuées :

2.640.427 en seize mois.

A certains jours on délivra jusqu'à 14.000 rations.

La population armentièreoise se montait avant la guerre à un peu plus de 28.500 habitants. La mobilisa-

tion, les évacuations volontaires avaient fortement abaissé ce chiffre dès septembre 1914. On voit que pendant longtemps les distributions municipales ont nourri plus de la moitié, souvent des deux tiers, parfois la presque totalité des habitants restants.

Ce résultat ne fut pas atteint sans peine. Au début de novembre, l'ennemi ayant bombardé l'ancien hospice où se trouvaient installées les cuisines, il fallut renoncer au rata chaud et distribuer les vivres en nature. Ces distributions eurent lieu au Collège de garçons moins exposé alors. Les rations comportaient toujours une livre de pain, des pommes-de-terre et des haricots. A cette même époque le ravitaillement général devint précaire et la municipalité conçut les plus vives craintes pour l'alimentation de la population. Dès la fin d'octobre le pain était rare et mauvais par suite du manque de levure qui affectait alors toute la région du Nord. La difficulté des transports, la fermeture d'un certain nombre de brasseries, la disparition de la plupart de distilleries d'alcool avaient créé la disette absolue de cette levure avec laquelle les boulangers du Nord sont accoutumés à travailler. Pendant plusieurs jours il fallut se contenter de pain non levé, difficilement cuit, lourd, compact et parfaitement indigeste.

La situation empira du fait des bombardements presque quotidiens à dater du 20 octobre.

Le 13 novembre, M. Chas, maire, se rendait à Hazebrouck pour tenter d'organiser un service spécial de ravitaillement et, le lendemain 14, il faisait envoyer par camions automobiles 6000 pains à Armentières, mais ce n'était qu'un palliatif. Il fallait trouver mieux.

Le 16 novembre le Conseil municipal se réunissait et sur la proposition du maire adressait au Ministre de l'Intérieur à Bordeaux, le télégramme suivant, qui est le plus éloquent document que je puisse citer sur

la détresse d'Armentières :

« Maire Armentières à Ministre Intérieur.

« Bordeaux »

« Situation population agglomération armentéroise (communes Armentières, La Chapelle d'Armentières, Houplines, Erquinghem comprenant encore 25.000 habitants) très grave. Ravitaillement extrêmement difficile, lignes ennemies à quatre kilomètres sur deux tiers de la périphérie. Quantité de maisons et usines détruites par bombardements et incendies quotidiens. Dans Armentières, 47 civils tués, nombreux blessés, ville sans lumière. Depuis plus de deux mois aucun secours, allocations soutiens famille et assistance vieillards, n'a pu être payé faute d'argent. Approvisionnement local épuisé, manquons farine, sel, pétrole, café, viande, sucre, charbon de ménage et autres objets de première nécessité. Urgent gouvernement envoi de suite secours.

CHAS, *maire d'Armentières.* »

Mais ce télégramme ne résolvait pas le problème à brève échéance. M. de Mendonça, sous-préfet d'Hazebrouck, à l'arrondissement duquel Armentières et sa banlieue venaient d'être rattachées, et qui a rendu à cette malheureuse ville pendant toute son agonie les plus éminents services, avec un dévouement inlassable, pressait de son côté le gouvernement d'intervenir rapidement. Pour coordonner les efforts, M. Chas décidait à ce moment de se rendre chaque jour en auto à Hazebrouck afin de s'y tenir en liaison permanente avec les autorités et de hâter la solution des affaires. Pendant plus de deux ans il s'imposa ce voyage quotidien, passant la plus grande partie de ses journées à Armentières, revenant vers la nuit à Hazebrouck, traitant les affaires au jour le jour, gardant ainsi un contact impossible à

établir d'Armentières même, assurant le ravitaillement, parant aux disettes possibles.

En même temps qu'il prend cette décision, M. Chas délègue à Paris son adjoint M. J. Villard pour qu'il appuie son télégramme et qu'il expose de vive voix au gouvernement la situation malheureuse de la population.

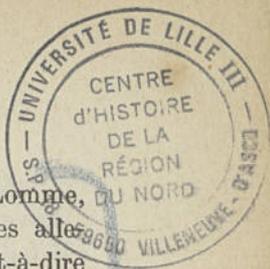
M. Villard est, en outre, chargé d'une mission confidentielle des plus importantes. Il existe à Armentières un stock de toiles fabriquées valant plus de vingt millions. C'est une fortune — surtout dans les circonstances présentes où la toile fait défaut — qu'il importe de soustraire sans retard aux obus allemands. Elle est chaque jour en péril d'être détruite.

Ces efforts aboutissent. Le maire trouve à se procurer des vivres ; puis le 27 novembre arrive un wagon de viande frigorifiée et un wagon de denrées alimentaires diverses expédiées par le gouvernement. M. Chas a pu, avec l'aide du sous-préfet d'Hazebrouck, acheter des farines, du café, du pétrole. Enfin le 29 novembre l'administration de la guerre réquisitionne toutes les toiles d'Armentières et en ordonne l'évacuation immédiate. Cette grosse opération commence le 2 décembre. Elle se prolongera durant deux mois pendant lesquels chaque jour des camions à chevaux et six camions automobiles transportent les pièces de toile en gare de Steenwerck d'où elles sont acheminées sur les magasins militaires.

Voilà une énorme fortune sauvée.

Mais Armentières n'a pas seulement failli manquer de pain, de viande, de nourriture, etc... elle a manqué de gaz, elle a été privée d'eau et d'électricité.

Curieuse aventure que celle-ci ! Armentières était alimentée en force et lumière électriques par l'Usine de



la Compagnie Lilloise d'électricité, édifée à Lomme, à 10 kilomètres d'Armentières derrière les lignes allemandes. Pourtant jusqu'au 26 novembre, c'est-à-dire pendant près de six semaines après son évacuation par l'ennemi, Armentières continuait à recevoir le courant. Les Allemands ignoraient-ils l'existence de la canalisation souterraine Espéraient-ils reprendre Armentières? Personne ne peut fixer ce point. Ce qui est certain c'est que le courant passait, bien que l'usine fut aux mains des Boches. Armentières s'éclairait, travaillait avec l'électricité produite sous le contrôle de l'armée ennemie; et elle assurait sa distribution d'eau potable grâce à cette force motrice venue de Lomme,

Brusquement le 26 novembre le courant est coupé! A-t-on découvert la canalisation en creusant des tranchées? Les Allemands se sont-ils aperçus qu'il y avait une consommation de force anormale et ont-ils fait des recherches? Autant de problèmes inexplicables; ce qui est certain c'est que l'usine des eaux ne fonctionne plus, que le forage n'est plus aspiré, que l'eau manque.

Armentières, heureusement, a des puits et elle peut par sucroit s'alimenter à la Lys. Le Maire ordonne de faire bouillir l'eau par mesure de précaution. Mais les Anglais sont très sur l'œil pour tout ce qui intéresse l'hygiène de leurs troupes. L'autorité militaire intervient aussitôt et demande la remise en action de l'Usine des eaux.

Ce travail est confié à M. Gandon, ingénieur, qui le mène à bien en deux jours Il emprunte l'énergie électrique aux machines de l'usine Mahieu qu'on remet en marche.

Pour le gaz c'est plus compliqué. La distribution avait été suspendue le 23 octobre, puis rétablie le 25, mais il était difficile de la maintenir: l'usine à gaz était à chaque bombardement encadrée par les obus; des

canalisations étaient détruites en ville ; le charbon arrivait difficilement. Enfin un obus creva le gazomètre. Il fallut bien cesser la lutte le 6 novembre. D'ailleurs, la ville n'était plus éclairée, la circulation était suspendue en fait dès la nuit tombée, et, par ordre, à partir de huit heures du soir. On s'en tint aux moyens de fortune et la question du pétrole prit, on l'a vu, une importance particulière.

*
* *

Tous ces incidents se produisaient alors que la ville était soumise à un bombardement en règle. Je ne chercherai pas à établir le compte des obus tombés sur Armentières pendant les trois années de bombardement où Armentières fut habitée. On avait commencé à les noter, il fallut y renoncer. Bientôt l'habitude venant on ne s'inquiéta même plus des projectiles tombant dans la partie de la ville voisine d'Houplines ; on cessa de mettre à l'actif de la cité les obus arrivant dans l'Asile d'aliénés abandonné. Plus tard, au fur et à mesure des évacuations partielles, on voulut ignorer ceux qui n'atteignaient pas les quartiers encore habités, même là on renonça à les dénombrer. C'était passé en habitude !

Armentières et les agglomérations qui l'entourent reçurent des obus au cours de ces trois ans par dizaines de milliers : 50.000, 100.000, peut-être plus, de tous calibres depuis les shrapnells fusants de 77 jusqu'aux 210, aux 305 autrichiens, aux 380. Toute la gamme des aciers explosifs y passa.

Les premiers tombèrent le 20 octobre 1914, à sept heures du matin, trois jours après la délivrance. Ils furent cinq ce jour là. Le premier arriva sur la Grand' Place, dans le Café de l'Harmonie, et faillit tuer M. J. Villard qui se rendait à la mairie. L'explosion le couvrit

des pieds à la tête de poussière gris-rougeâtre. Dans la salle du premier étage du Café de l'Harmonie la violence de l'explosion enleva perpendiculairement deux ou trois chaises et les enfonça par le dossier dans le plafond où elles restèrent encastrées solidement. Ce fut pendant quelques semaines la curiosité que l'on montrait aux visiteurs de marque quand ils venaient faire un tour dans la ville bombardée. Le deuxième projectile éclata également dans une maison de la Grand-Place, deux autres rue des Halles, le dernier rue du Curé.

Les bombardements se suivirent dès ce moment avec régularité les 23, 24, 25, 26, 30 et 31 octobre. Pendant cette première période, ils tuèrent 25 habitants dont deux enfants de dix-huit et vingt mois.

Entre temps, les 21 et 23, on avait procédé avec l'aide du 77^e territorial à l'évacuation des réfugiés de la région de Lille demeurés trop nombreux à Armentières, où ils attendaient le moment de rentrer chez eux. Ce fut une opération de police un peu pénible. Ces pauvres gens se cramponnaient au sol; ils voulaient rester aux portes de leurs villes, de leurs villages, persuadés qu'elles ne tarderaient pas à s'ouvrir! Beaucoup, d'ailleurs, échappèrent aux investigations, puisque jusqu'en 1917, Armentières abrita, malgré toutes les mesures, en dépit de tous les ordres, plus d'un millier de réfugiés.

Avec novembre les bombardements reprennent, on compte dans ce mois quatorze ou quinze jours de bombardement et 25 civils tués dont plusieurs enfants et femmes.

Les journées du 3, du 5, du 11, du 12, du 13 sont particulièrement rudes. Le 5, 7 habitants sont tués dans la soirée; le 7 il y en a 3. Le 11, le bombardement commence à huit heures et demie du soir. 7 morts. Le lendemain 12, il y a moins de victimes mais les dégâts

matériels sont importants les usines Mahieu, Ruyant, Villard Castelbon et Vial, Colombier, Ireland, toutes situées sur la route d'Houplines sont atteintes par les projectiles. De violents incendies éclatent et ces usines sont ou totalement ou partiellement détruites

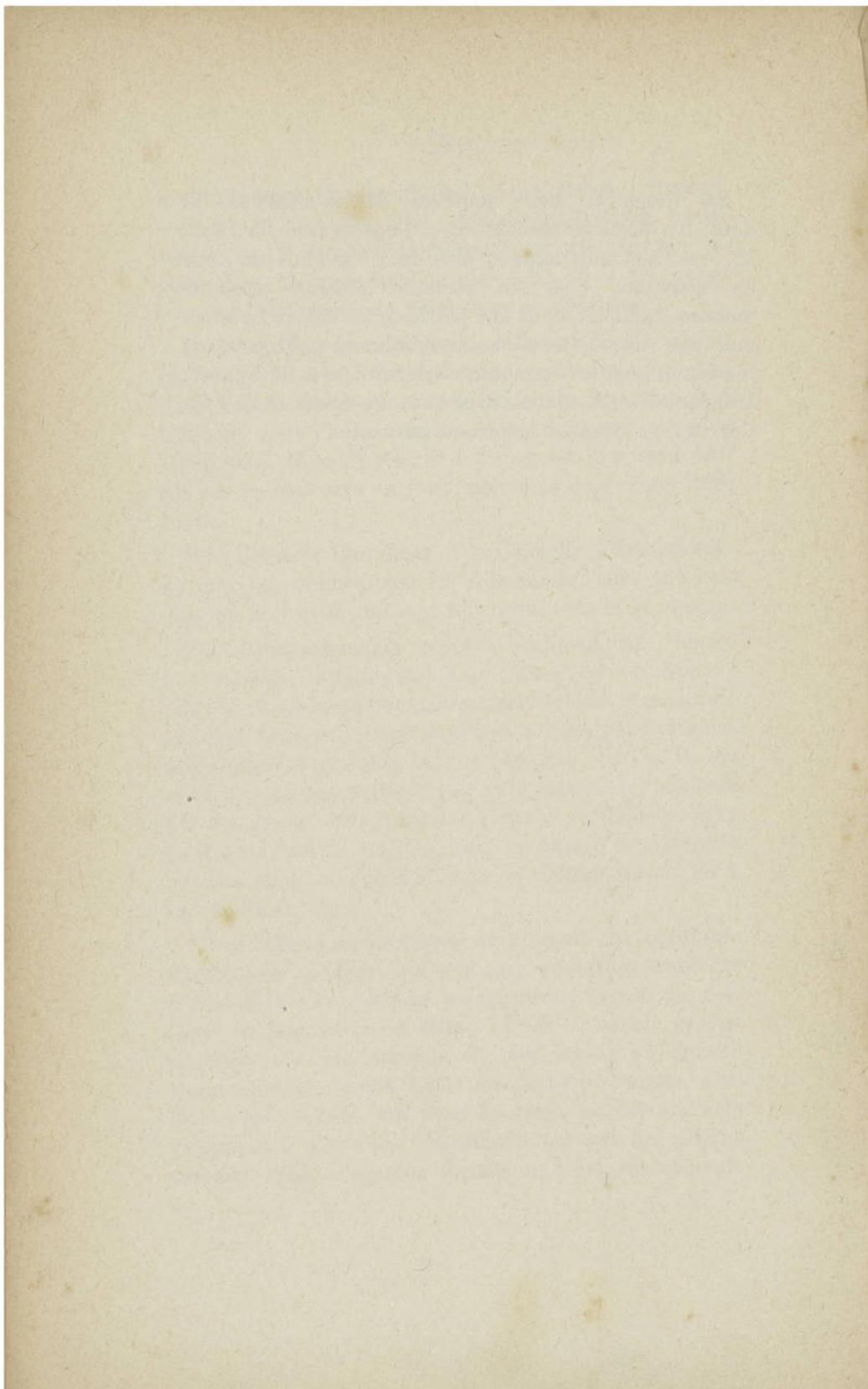
Le même jour le vieil hospice est menacé. On évacue les vieillards à l'Ecole nationale professionnelle et à l'Institution Saint-Jude. Le lendemain quatre obus tombent dans l'hospice même. On transporte alors les vieillards à Hazebrouck, d'où ils seront plus tard dirigés sur Saint-Pierre en Port, non sans de grosses difficultés.

Bien entendu Houplines et la Chapelle d'Armentières ne sont pas oubliées par les Allemands ; elles ont leur part de projectiles, on leur fait même très large mesure

Ces bombardements répétés inclinent au départ bon nombre d'habitants. Les usines ne « tournent » plus, sauf quelques-unes ; le travail se fait rare, la vie pénible ; tous ceux dont la présence n'est pas indispensable gagnent de plus calmes régions. Vers la fin de novembre la population de la ville même est réduite à une dizaine de mille habitants, Ceux-ci « s'effilocheront » pour ainsi dire de mois en mois, au hasard des périodes de crise et de tranquillité, pour se réduire vers la fin à un millier à peine.

On a expulsé les étrangers, on a donné aux habitants des facilités spéciales, qui sont une invitation indirecte à s'en aller. On a évacué les derniers internes des collèges de garçons et de filles ; l'Ecole nationale professionnelle n'a pas accueilli de pensionnaires. Armentières entre en agonie. Cette agonie se prolongera pendant près de trois ans avec de brusques retours à la vie quand il plaira aux Allemands, surtout fin 1915 et courant 1916, d'espacer fortement leurs exercices de tir.

En décembre neuf journées de bombardement, dont une particulièrement dure. Dans la nuit du 14 au 15, les Allemands lancent plus de 1 500 obus sur tous les quartiers, c'est un arrosage général, plusieurs maisons flambent, dont une partie de la filature Lourme, mais les victimes sont moins nombreuses. Trois civils seulement sont tués pendant ce dernier mois de l'année. L'expérience est venue. On se gare des éclats, et l'on file s'abriter au premier sifflement suspect.



Les années 1915 et 1916. — Les visites officielles. — Armentières au travail pendant la guerre. — L'École Nationale professionnelle. — Les ballades d'une Mairie. — Les évacuations successives. — Espoirs toujours déçus.

Il serait fastidieux et sans aucun intérêt, sauf pour statistiquer, d'énumérer les bombardements au cours des deux années qui suivent. Les Allemands se montrèrent fort inégaux dans leurs tirs. Pendant le mois de janvier 1915 on note neuf jours de bombardement, huit en février, neuf en mars, treize en avril, quinze en mai, quatorze en juin, une vingtaine en juillet, etc... Les bombardements sont eux-mêmes d'intensité très variable. Certains jours, les Allemands multiplient les projectiles par centaines, d'autres fois il n'en tombe qu'une dizaine, parfois deux ou trois seulement. On dirait que les artilleurs ennemis veulent simplement tenir la ville en haleine. Par des périodes de calme ils s'efforcent de rétablir la confiance, d'user la prudence, et brusquement ils tapent dans le tas, en sauvages.

Houplines est plus maltraitée qu'Armentières. Il ne se passe guère de jours sans obus pour elle.

— Ce n'est rien, c'est sur Houplines, » dit-on à Armentières.

Houplines d'ailleurs est déjà presque détruite, inhabitable, évacuée aux trois quarts qu'Armentières fait toujours figure de ville. Elle garde l'apparence d'une cité. La plupart de ses blessures sont invisibles, l'intérieur des maisons est ravagé, mais les façades sont presque intactes. Beaucoup ont été réparées au fur et à mesure, les trous bouchés, les tuiles remplacées. Pour se rendre un compte exact des dégâts, avoir une sensation précise, il faut entrer. L'œuvre de destruction allemande se révèle alors. Mais déjà, en ce début de 1915, et pendant le cours des deux années 1915 et 1916, ce qui frappe le visiteur, dès son arrivée en ville, c'est, passé les quartiers de la rue de Dunkerque et de la route d'Erquinghem, qui étant les moins atteints sont restés les plus peuplés, c'est, dis-je, le silence qui pèse sur la cité, le vide de ses rues, la tristesse des magasins clos, la misère des fenêtres sans vitres et n'offrant que des fragments aigus de carreaux où s'accrochent des lambeaux de rideaux.

L'impression se fait plus saisissante si l'on prend la route d'Houplines, si l'on pousse jusqu'au bourg. La place de la Mairie est vide, l'Hôtel de Ville tout neuf, est troué, des pans de murs s'affaissent ; les maisons d'alentour montrent les chevrons de leurs combles d'où les tuiles ont été « soufflées ». Longtemps le Campanile municipal résista, comme résistèrent les clochers d'Armentières, puis un jour les Allemands s'acharnèrent contre cet observatoire qui les gênait et le jetèrent bas. Ils s'en prirent ensuite aux clochers. Successivement toutes les églises d'Houplines furent décapitées, celles d'Armentières suivirent : Le Sacré Cœur, Saint-Roch, Notre-Dame, qui en un jour reçut plus de 50 obus de plein fouet et perdit sa flèche, Saint-Waast etc...

Le beffroi plus heureux résista jusqu'au bout. Les obus tombaient autour de lui sans l'atteindre ; plusieurs

fois la mairie fut touchée ; le 27 janvier 1915, jour de la fête du Kaiser, à 11 h. 10, heure française, à midi juste, heure allemande, les artilleurs allemands sonnèrent les douze coups de douze obus dont l'un, frôlant le beffroi, alla éclater à 30 mètres de là, à l'entrée de la rue Sadi-Carnot.

La Mairie, un moment transférée au Collège, avait été rétablie en son local officiel. Il fallut, le 16 juillet 1915, la transférer définitivement plus loin, à la Maternité, route d'Erquinghem, en face du Parc des Familles, non loin de l'Ecole professionnelle. Elle y demeura environ un an, puis un obus ayant mitraillé complètement le cabinet du Maire, elle fut installée au Nouvel Hospice, bâtiment plus solide qui offrait aux employés des abris plus sûrs. Des salles de l'Hospice — le Secrétariat était dans la cuisine autour du grand fourneau central — elle descendit en 1917, quand les bombardements se firent plus violents, jusqu'aux caves aménagées en bureaux et en dortoirs, étayées de poutres, défendues par des sacs de sable. Enfin il devint impossible de continuer à exposer en péril constant la vie du personnel, cinq employés des postes furent tués par le même obus dans la cave qui leur servait de bureau. La Mairie fut alors « repliée » sur Hazebrouck, d'où en 1917 les bombardements la chassèrent encore. Les autres grands services suivaient ou précédaient ces déplacements : la poste fut successivement installée au Collège, à l'Ecole professionnelle, à l'Hospice, transférée à Steenwerck ; la Justice de Paix erra également, la Chambre de Commerce demanda asile à Bailleul, etc...

Pendant cette longue période où chaque jour un peu de sa vie s'en allait, comme goutte à goutte, où chaque semaine quelques habitants gagnaient de plus calmes régions, Armentières fut beaucoup visitée. Des parlementaires y vinrent ; la Commission des dommages de

guerre y délégua quelques-uns de ses membres pour former leur idées ; M. Malvy, alors ministre de l'Intérieur, la parcourut le 20 avril 1915. Il avait été précédé, et fut suivi, notamment par MM. Justin-Godart, Daniel Vincent, Ribot, Klotz, Lebrun, Desplats, etc... qui furent ministres. M. Poincaré s'y rendit pour remettre à M. Henri Chas, la croix de la Légion d'honneur, à M. Trépont, préfet du Nord, la cravate de Commandeur ; à M. Jacomet, procureur général, la rosette d'officier, à M. Lebas, maire de Roubaix, la croix de chevalier.

Des conseils de révision s'y tinrent sous les obus, à plusieurs reprises. Armentières mettait comme une coquetterie à maintenir les actes principaux de sa vie officielle.

Et l'on y travailla aussi jusqu'aux dernier moments. Pendant près de trois ans des cheminées d'usines fumèrent face aux tranchées. Les brasseries conservèrent, et même accrurent, leur production ; quelques tissages continuèrent à battre.

Mais que l'activité du temps de paix était loin. En période normale Armentières comptait 28.625 habitants, 26 tissages occupaient 5.623 ouvriers et 13 filatures employaient 4.534 personnes. Houplines, avant la guerre, avait une population de 7.667 habitants, huit tissages occupaient 3.300 ouvriers et quatre filatures 1.500 ouvriers et ouvrières.

Pendant les deux premiers mois de guerre, une seule usine chôma à Armentières, et Houplines occupa environ 3.500 ouvriers sur son total de 4.800. Vint l'occupation, tout s'arrêta. On allait reprendre quand les bombardements commencèrent. A Houplines on l'a vu, les usines principales furent incendiées dès novembre, et le chômage fut total.

A Armentières on remit en marche 5 tissages avec 339 métiers battant et 337 ouvriers, plus trois filatures employant 736 ouvriers, soit au total moins de 1100 ou-

vriers pour le centre Armentières-Houplines, au lieu de plus de 15.000.

Signalons ici le geste de généreuse solidarité qu'avait fait au début des bombardements le syndicat patronal des Fabricants de toiles. Le 26 octobre 1914, il avait décidé que les ouvriers contraints au chômage par l'arrêt forcé des usines recevraient des avances remboursables après la reprise du travail. L'engagement était pris pour une durée de six mois, les avances hebdomadaires s'élevaient à 10 francs pour les hommes, 6 francs pour les femmes. Le remboursement devait s'effectuer à raison de 1 franc et 50 centimes par semaine.

Fin mai 1917, Armentières comptait moins de 5000 habitants, et ce nombre diminuait chaque jour pour ne plus atteindre 3000 en juillet ; quant à Houplines, évacuée par tranches successives selon de rigoureux ordres militaires, elle était complètement abandonnée depuis janvier 1917 et personne n'y habitait. On ne pouvait même plus y pénétrer.

Pendant plusieurs mois un arsenal anglais installé dans l'Ecole professionnelle avait contribué à maintenir une activité industrielle assez grande. L'Ecole nationale professionnelle était une Ecole modèle. Au cours de leur séjour à Armentières, les Allemands, bons juges en la matière, en admirèrent sans réserve les dispositions générales. Les officiers complimentèrent le directeur M. Druot « sur l'aspect grandiose et la bonne tenue de l'Ecole, ajoutant avec un accent de sincérité nullement déguisé, dit M. Druot dans un rapport officiel, qu'ils n'en avaient pas de semblables en Allemagne, et plusieurs d'entre eux prirent des notes sur les tableaux du parloir relatifs à l'éducation et sur l'heureuse disposition de nos locaux ».

Les troupes allemandes respectèrent l'Ecole. Elle ne souffrit guère, pendant la première année, des bombardements. Les Anglais y créèrent, avec la collabora-

tion éclairée du personnel, leur arsenal pour la réparation du matériel de guerre d'abord, pour la fabrication du matériel de tranchées ensuite : lance-grenades, grenades, bombes, lance-bombes etc...

300 ouvriers civils y étaient employés jour et nuit et cela dura jusqu'en octobre 1915 époque à laquelle le tout fut transféré à Hazebrouck en raison des bombardements.

M. Druot réussit à sauver tout le matériel, les archives etc... Il recut en 1919 la Croix de Chevalier de la Légion d'Honneur.

On avait bien espéré sauver les bâtiments, comme on espéra pendant toute l'année 1915, voire en 1916, même en 1917 jusqu'en juin, qu'on sauverait Armentières, sinon totalement du moins en grande partie. Espoirs déçus ! Déçus après la bataille de Neuve-Chapelle en mars, 1915, déçus après la première bataille de Vimy, déçus après les batailles de Loos et d'Hulluch ; déçus après l'effort britannique autour d'Ypres.

Déçus enfin, hélas ! en juin 1917, lors de l'offensive Messine-Wytschaete qui tourna court. Mais ç'avait été pour les Allemands l'occasion de « taper dans le flanc droit de l'armée anglaise » comme ils disaient.

La partie la plus sensible de ce flanc droit, la mieux placée à bonne portée des canons allemands, était Armentières. De là, par la rive droite de la Lys, les troupes britanniques pouvaient progresser vers Deulémont, déborder par son flanc gauche la forte position allemande de Warneton, menacer Quesnoy-sur-Deule, dégager Lille peut-être. Les Allemands s'acharnèrent furieusement sur Armentières.

La phase suprême de l'agonie commençait. Mais avant d'en noter les péripéties il sied de consacrer quelques lignes aux rapports d'Armentières avec ses défenseurs : les troupes de l'Armée britannique.

III

LES BRITANNIQUES A ARMENTIERES

Une originalité de la guerre. — Armentières a toujours été occupée par les troupes britanniques et défendue par elles. — Les rapports de la population avec nos alliés. — L'organisation des services municipaux. — Une entente très cordiale.

Armentières est la seule ville de front qui ait été constamment occupée et défendue par les troupes britanniques. C'est son originalité dans cette guerre. L'armée britannique chassa en octobre 1914 les allemands d'Armentières et s'y installa. Dès lors elle tint seule cet important secteur durant toute la campagne. Elle y était toujours, flanquée sur sa droite par la petite armée portugaise, quand en avril 1918 la ruée allemande submergea Armentières, franchit la Lys, atteignit La Gorgue, Estaires, Merville, Bailleul, le Kemmel d'un seul élan qui vint se briser contre les Monts Rouge et Noir, contre le réduit de la forêt de Nieppe, expira aux pieds des faibles hauteurs que couronnaient Strazelle, Pradelle et Borre. Pendant trois ans, de sa délivrance en octobre 1914, jusqu'à son évacuation totale en août 1917, Armentières comme les localités voisines vécut donc sous l'autorité militaire britannique. .

La situation était délicate pour la municipalité ; elle parut même, à l'origine, un peu compliquée. Adminis-

tration française, la municipalité d'Armentières continuait à dépendre pour toutes les questions administratives de l'autorité civile française : de la sous-préfecture d'Hazebrouck, de la préfecture du Nord etc... Mais pour le règlement des mille problèmes que soulevaient quotidiennement l'occupation militaire et l'état de guerre, elle devait se maintenir en rapports étroits et constants avec le commandement britannique. Il y avait bien un organe de liaison : la « Mission militaire française attachée à l'armée britannique » mais les événements imposaient fréquemment le contact direct.

Voilà déjà bien des sources de complications. Il faut y ajouter celles que devaient inévitablement créer la différence des mœurs, des coutumes, des habitudes, celles encore nées de la divergence et, parfois, de l'opposition des législations française et anglaise. Enfin il y avait à tenir compte des tendances contraires des caractères.

La formation rapide des officiers anglais, au début de la guerre, n'avait pas laissé le loisir de les instruire de toutes la complexité de nos lois. Et il n'y avait pas que les Anglais ! Armentières vit se succéder des troupes de toutes les parties de l'Empire britannique : des Ecos-sais, des Irlandais, des Canadiens, des Australiens, des Néo-Zélandais etc...

Ceux qui se battent, qui risquent leur vie tous les jours, ont une tendance naturelle à imposer leur volonté, à faire triompher leurs conceptions. L'état de guerre suffit pour justifier à leurs yeux la légitimité de toutes les exigences.

Une seule chose compte : La Victoire.

A l'origine, quelques-uns parmi nos alliés marquèrent parfois une tendance à ignorer la différence profonde qui existe entre un pays ami où les circonstances obli-

gent des troupes à séjourner et un « pays occupé », au sens militaire du mot, qui emporte toujours l'idée d'un établissement en pays ennemi, où l'Autorité militaire est maîtresse souveraine. Ici on devait nécessairement compter avec l'autorité civile que la guerre ne dépouillait point de ses droits ni de ses devoirs.

Toutes les armées possèdent un petit manuel réglant la conduite à suivre « en pays occupé ». Plus d'une fois ce manuel sortit des tuniques et fut invoqué comme un argument sans réplique.

Les représentants qualifiés, et dont l'intervention fut généralement heureuse, de la Mission militaire française ne pouvaient toujours se trouver en tiers dans les conversations entre les autorités militaires et civiles. Souvent l'agent de liaison ne pouvait être qu'un simple interprète de brigade, de régiment ou de bataillon, sans autorité suffisante pour intervenir, dont le rôle se bornait surtout à traduire de son mieux demandes et réponses et qui, naturellement, se trouvait porté à soutenir le point de vue de ses chefs.

D'autres fois enfin le contact était absolument direct sans même l'intervention d'un traducteur, et ce contact s'établissait spontanément, dans les cas d'urgence, pour des questions graves.

En toutes occasions il fallait beaucoup de tact pour ne point heurter nos alliés, pour leur faire comprendre le cas échéant qu'ils se trompaient. quand ils demandaient des choses impossibles, pour les amener à modifier leur point de vue. M. Henri Chas heureusement avait vécu en Angleterre ; il connaissait parfaitement le caractère de nos amis, leurs coutumes, leur façon de penser et d'agir. Il savait comment en user avec eux, à quels arguments, ils étaient sensibles. Enfin il parlait couramment l'anglais. Cette connaissance de la langue et des mœurs britanniques permit au maire d'Armen-

tières de réduire au minimum les frictions inévitables, les heurts légers du début. L'entente s'établit très vite, la confiance suivit et rapidement la municipalité d'Armentières et les autorités britanniques firent très bon ménage — pour employer une expression populaire.

M. J. Villard avait mis sa maison à la disposition du « Town Major », qui est en quelque sorte le maire militaire de la ville, MM. Chas, Villard, leurs collaborateurs de la mairie se trouvaient ainsi en contact permanent avec le représentant qualifié de l'armée britannique pour Armentières.

Et les questions recevaient aisément la solution agréable et amiable.

Cette bonne entente se perpétua avec tous les « Town-Major » qui se succédèrent : Le major Hill, de décembre 1914 à mai 1915 ; le major Réal, de mai à juillet ; le major Mandle, de juillet à octobre ; le major Wallon, d'octobre 1915 à juillet 1916 ; enfin le major White, qui fit le plus long séjour puisqu'entré en fonctions en juillet 1916, il s'y trouvait toujours quand les Allemands reprirent Armentières en avril 1918.

Parfaits gentlemen, tous ces « town-majors » firent preuve d'une égale bonne volonté, d'un vif désir d'entente dans le rôle parfois ingrat qui leur était attribué.

L'armée britannique n'eut qu'à s'en féliciter et Armentières n'eut point sujet de s'en plaindre.

Peu à peu les grands services municipaux passèrent aux Anglais : les services de voirie et d'hygiène, au bon fonctionnement duquel les britanniques attachent un grand prix, les services d'incendie aussi, assurés, à défaut de personnel civil et de matériel, par les soldats et les travailleurs britanniques ; l'usine des eaux fut placée sous leur contrôle, et l'union se fit aisément pour la police générale entre l'Assistant Provost Marshal

et le Commissaire de police français, les gendarmes alliés et les agents municipaux.

Il serait exagéré de dire qu'aucun incident ne se produisit, mais aucun n'eut un caractère sérieux et tous furent rapidement aplanis.

L'entente cordiale n'existait pas seulement entre les autorités, elle s'établit très vite entre les soldats et la population : Anglais, Ecossais, Irlandais, Canadiens, Anzacs, sont de joyeux garçons et de bons vivants.

Armentières, au retour des tranchées boueuses, apparaissait un peu comme un petit coin du paradis. Les soldats fréquentaient volontiers les estaminets de la ville, ils comblaient les enfants de douceurs, achetaient pas mal de victuailles et de souvenirs. On les aimait.

Au surplus la discipline était stricte et les soldats la respectaient ; Armentières n'eut point sujet de se plaindre de nos alliés et ne s'en plaignit point. Elle eut plus d'une fois l'occasion d'admirer leur calme courage, leur belle vaillance.

On fut vraiment pendant ces trois années entre amis.

C'est une constatation qu'il convenait de faire ici, une justice qu'il fallait rendre.

Cette entente très cordiale s'était nouée spontanément, dès la fin de 1914, quand le ravitaillement était devenue difficile. Les soldats britanniques, très largement pourvus de tout, partagèrent fraternellement leurs rations avec la population ouvrière. Des généraux firent cadeau au Maire, pour les indigents, de lots importants de conserves et de viande frigorifiée. Déjà les réfugiés et évacués de la région avaient, en octobre, sur les routes du Nord et du Pas-de-Calais, trouvé fort à point cette assistance de Tommy.

En d'autres occasions les britanniques rendirent de

signalés services à Armentières. La Croix-Rouge Britannique ne cessa de montrer le plus grand dévouement dans la relève et le traitement des blessés civils, ses voitures évacuèrent malades, vieillards et enfants, Les docteurs prodiguaient leurs soins et souvent leurs médicaments aux Armentièresois.

Enfin, l'enlèvement des toiles et des fils fut opérée grâce aux camions de l'armée, et quand vint l'heure de l'évacuation, ce furent encore les voitures militaires qui permirent de sauver les civils intoxiqués par les gaz et de mettre en lieu sûr un certain nombre de mobiliers.

Le premier « Town-Major » le commandant Hill, avait déclaré au Maire, quand il prit ses fonctions, qu'il estimait que son rôle étant de défendre tout autant les intérêts des civils que ceux de l'armée, qu'il s'attacherait donc à concilier toujours tous les intérêts.

Ce programme fut également celui de ses successeurs.

Nous sommes heureux de leur rendre à tous cet hommage mérité.

Troisième Partie

ARMENTIERES AGONISANTE

Les premiers mois de 1917. — L'offensive Messines-Wytschaete. — Dans le flanc droit de l'armée anglaise. — Les bombardements se succèdent toujours plus violents. — Les incendies ravagent la ville sans pouvoir être combattus. — Les gaz asphyxiants et empoisonnés. — Armentières inhabitable. — Nombreuses victimes. — Notes et lettres de témoins. — L'évacuation définitive.

Au début de 1917, Armentières ne vit plus guère que dans les quartiers les plus éloignés des lignes, vers les rues et faubourgs de Dunkerque et d'Erquinghem. Nombre d'habitants sont partis; d'autres qui allaient coucher à Nieppe et à Erquinghem, ou sont revenus à Armentières depuis que ces communes sont elles aussi prises sous le feu de l'ennemi, ou se sont repliés un peu plus loin, vers Steenwerck, vers Bailleul et Hazebrouck. Houplines est définitivement vide fin janvier. Les quartiers d'Armentières voisins d'Houplines ont été également évacués par ordre militaire, le quartier Saint-Roch est en ruines; la Chapelle d'Armentières est déserte, sauf la partie dite la « rue Marles ». Le ravitaillement devient de jour en jour plus difficile, au fur et à mesure que les commerçants, les bouchers, les boulangers se raréfient. La route de Nieppe n'offre plus aucune sécurité; la route d'Erquinghem est sous le

canon. Mais les cinq tissages et les deux filatures tournent toujours, les brasseries continuent à produire, les hautes cheminées fument encore. Le travail retient un certain nombre d'habitants et de réfugiés. D'aucuns demeurent par attachement à leur maison; d'autres pour protéger leurs meubles, quelques-uns parce qu'ils se croiraient déshonorés s'ils partaient, certains enfin pour des raisons moins nobles. Et il y a encore des centaines d'enfants dans Armentières — c'est un gros sujet de préoccupations pour le Maire — des centaines de femmes aussi. A maintes reprises M. Henri Chas fait conseiller le départ à tous ceux qui ne sont pas indispensables. Il n'est pas écouté; ses sages avis sont parfois combattus sous le manteau par des prétextes divers. « Il faut tenir jusqu'au bout » affirment quelques-uns qui assument ainsi une lourde responsabilité. Pourtant après chaque bombardement des familles s'en vont, d'autres se tiennent prêtes à évacuer, quelques-unes préparent leurs paquets, puis les défont dès qu'il y a plusieurs jours de calme.

A partir de mars les bombardements reprennent avec plus de vigueur. Du 8 mars au 12 juin, ils tuent 24 habitants et en blessent 40. Les départs sont quotidiens, mais beaucoup d'Armentierois continuent à se cramponner. Malgré les facilités offertes, les œuvres spéciales, notamment « L'œuvre des Enfants de la Lys » que dirige à Hazebrouck avec un grand dévouement, M^{me} Liouville, il reste beaucoup trop d'enfants. Et chaque jour ceux qui ont charge d'administrer la cité tremblent qu'une catastrophe ne se produise faisant d'innocentes victimes.

L'Autorité militaire hésite à ordonner l'évacuation totale qu'elle seule a qualité pour prescrire, mais elle multiplie les avertissements.

Le deux juin elle fait placarder l'affiche suivante:

AVIS

Le Maire d'Armentières porte à la connaissance de ses concitoyens la lettre suivante :

MISSION FRANÇAISE

aux

Le 2 juin 1917.

ARMÉES BRITANNIQUES

II^e Armée

Le commandant de Maleissye-

N^o 1

Melun, agent de liaison, représentant du Chef de la Mission, à M. le sous-préfet d'Hazebrouck.

« Comme suite à la conversation que nous avons eue ce matin au bureau de la Mission Française, j'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien faire connaître aux Maires et aux Commissaires de police des localités de votre arrondissement susceptibles d'être bombardées quels sont les directions et les itinéraires vers lesquels ils devront canaliser l'exode des personnes désireuses de se mettre à l'abri des effets de l'artillerie ennemie.

« La population d'Armentières, qui voudra quitter cette ville, se rendra, par la voie ferrée à la station de Steenwerck où on l'embarquera dans les wagons amenés à son intention. Il sera préalablement procédé par les soins de la prévôté à un triage des français et des belges.

« En raison des nécessités de cantonnement militaire, les réfugiés seront évacués à l'ouest de la ligne d'eau Aire-Saint-Omer-Watten s'ils sont français, sur la base belge de Calais, s'ils sont belges. Toutefois les individus pouvant prouver que dans la zone comprise entre cette ligne d'eau d'une part et, d'autre part, la voie ferrée Hazebrouck-Saint-Omer, au Nord, et la route Hazebrouck Merville à l'est (ville d'Hazebrouck comprise) ils possèdent des membres de leur famille immédiate susceptibles de les recueillir ou des cultivateurs ou indus-

triels désireux de les employer, pourront recevoir l'autorisation de séjourner dans cette zone.

« Le général commandant la II^e armée Britannique fera connaître le moment où la situation militaire pourra permettre de laisser rentrer à Armentières la population française employée dans l'industrie que le bombardement en aurait chassée. »

Signé : DE MALEISSYE-MELUN.

Pour copie conforme

Le Maire d'Armentières

HENRI CHAS.

On ne pouvait guère dire plus sans ordonner, et l'on désirait plutôt convaincre. L'avertissement ne donne qu'un résultat médiocre.

Le 21 juin, M. Henri Chas revient à la charge en invoquant des raisons précises, dans un style plus net :

AVIS

« Le maire d'Armentières informe ses concitoyens que le ravitaillement devient de plus en plus difficile et lui inspire des craintes sérieuses.

« Il serait en conséquence prudent, dans l'intérêt des personnes qui sont obligées de résider à Armentières, que le reste de la population se replie momentanément sur l'arrière. »

« Le maire : CHAS. »

Ce nouvel effort amène encore quelques départs. La farine manque ; il n'y a plus qu'un boucher. La Compagnie du Nord, dont un inspecteur a été tué en Gare-annexe, et des employés blessés, annonce qu'elle va supprimer le service déjà restreint de cette gare, devenue trop dangereuse. Les fonctionnaires municipaux, le Commissaire de police et ses agents, le town-major lui-même, vivent dans les caves de l'Hospice. Les agents ne peuvent plus, à travers la ville bombardée,

maintenir un service régulier devenu trop pénible. On a dû coiffer d'un casque militaire facteurs et policiers. C'est l'époque de l'offensive britannique contre la ligne Messines-Wytschaete. Les bombardements reprennent avec plus de violence, la situation devient très grave.

Nous arrivons ainsi aux derniers mois : ceux de juillet et août 1917. Les bombardements sont incessants de jour et de nuit.

Dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet il tombe des obus dans différents quartiers ; le 1^{er} juillet on en compte plus de 300 pendant le jour, d'autres la nuit. Et cela continue chaque jour et chaque nuit. Tous les quartiers encore habités sont touchés, les victimes se multiplient. Le 5 juillet il y a sept blessés ; le 6 juillet un tué et six blessés à la brasserie Lescornez ; un tué et cinq blessés rue Marceau ; sept blessés au croisement des rues d'Erquinghem et Sadi-Carnot, d'autres blessés encore.

Les projectiles arrivent par centaines. On note « une journée très calme » le 8 juillet : il n'est tombé que trois obus.

Mais le lendemain la grêle d'acier recommence. Il y a deux tués et plusieurs blessés. Toutes les brasseries sont atteintes ; la filature Dansette a clos ses portes ; les tissages sont criblés. Le 10 la cheminée de la brasserie Droulers est abattue, et le tissage Colombier incendié dans la nuit.

Nouveaux bombardements, nouvelles victimes les 11 et 12 juillet. Ce jour-là, on fait le compte des victimes depuis le premier janvier ; il y a 42 morts et 95 blessés.

Les gros projectiles commencent à arriver. On en note un assez grand nombre dans la nuit du 15 au 16 juillet.

Le 20 juillet, c'est une débauche d'obus incendiaires et de projectiles de gros calibre ; la nuit suivante les

Allemands y ajoutent, pour varier leur tir, des obus lacrymogènes. Les incendies se multiplient. Il ne peut plus y avoir de doutes, les Allemands veulent la destruction totale d'Armentières.

Le 21, le feu d'artillerie gagne en intensité. « Il n'est pas possible dit le rapport de police, de relever tous les obus tombés, mais ils se suivaient sans interruption, quelquefois par salves ».

L'inferral bombardement dure pendant toute la journée et redouble d'intensité pendant la nuit, par rafales, les projectiles à gaz asphyxiants se mêlant aux projectiles explosifs.

L'ancien hospice, qui a pris feu la veille, brûle pendant toute la nuit et continue dans la journée. Bien entendu les victimes sont nombreuses ce jour-là et les jours suivants.

Le 22, on note des obus du plus gros calibre. Les quartiers principalement visés sont : la rue d'Ypres, l'Usine à gaz, le Rond point, l'ancienne gare, la gare, la rue Neuve, la rue de Strasbourg.

« Les dégâts sont considérables ; quelques obus de gros calibre ont complètement ouvert les rues de Strasbourg et Neuve, et mis à plat la maison d'habitation de M. Gille, rue Nationale, un estaminet au n° 12 de la rue de Strasbourg et une partie de l'Usine Coisne, rue de la Paix ».

Les Allemands insistent encore dès la nuit venue. Tandis que l'ancien hospice continue à brûler, qu'il ne reste plus rien des bâtiments face à la place de l'Eglise Saint-Waast, un incendie se déclare à l'usine à gaz. Les deux églises Saint-Waast, et Saint-Louis particulièrement visées, semble-t-il, sont fortement atteintes

Le 23 « le bombardement systématique de la ville continue ».

La journée est grave. Les obus tombent partout, mais surtout rue et faubourg de Dunkerque « et en telles quantités que le relevé en devient presque impossible. » Il y a cinq tués.

Du 8 mars à ce jour cela fait 50 tués, dont 45 depuis le 4 juin, et 105 blessés, dont 84 depuis le 4 juin. Il ne s'agit que des habitants civils, bien entendu. On ne compte pas les soldats. On ne compte pas non plus les habitants qui ont succombé à leurs blessures dans les hôpitaux de l'arrière où ils ont été transportés.

La brasserie Motte est complètement incendiée.

Deux boulangeries n'ont plus de farine, une troisième obusée, ne peut travailler ; il ne reste plus qu'un boulanger capable de cuire.

Dans la nuit les Allemands pour parfaire leur œuvre de mort envoient les gaz.

Avec le jour, le bombardement reprend. Dans cette journée du 24 et dans la nuit du 24 au 25, « les obus sont devenus si nombreux, les dégâts et les ravages si importants, qu'il est difficile de repérer les points de chute ». On signale plusieurs tués, la filature Breuwart est incendiée. Le lendemain 25, c'est surtout le quartier de l'Abattoir qui souffre.

Le 26, « dégâts considérables ». Le menuiserie Debosque est en feu.

Dans la journée du 27 et la nuit suivante, bombardement très violent dans tous les quartiers.

On en est à 59 tués et 107 blessés depuis le 8 mars.

* * *

Nous touchons aux journées les plus tragiques. Je copie les notes d'un témoin, notes très sèches, mais combien éloquentes.

« *Dans la journée du 28*, six obus de gros calibre sont tombés près du Pont de Bois.

« *Durant toute la journée* une grande partie d'obus sont tombés aux environs de la Gare.

« *Dans la nuit* une quantité incalculable d'obus sont tombés aux environs de la Gare.

« *Dans la nuit* une quantité incalculable d'obus sont tombés dans tous les quartiers de la ville : boulevard Faidherbe, rues Sadi-Carnot, Philippe de Girard, Jacquart, (29 obus chez M. Chas), Nationale, Bayart, Grand Place, des Rotours, Dunkerque, Place des Halles, Place Saint-Waast, Vignette, des Jésuites, du Plat, Agneaux, Rond Point, Gare etc... Il a eu de gros calibres, incendiaires, asphyxiants, à gaz (un, jardin de l'hôpital). Un grand nombre d'habitants ont été incommodés.

« Le feu a pris à la maison de commerce Villard, chez Rogeau, Becquart, Herbaut, Café Sainte-Barbe, Rogeau, rue de Lille, le manège place Victor Hugo, ainsi que la maison Gardon, place Saint-Roch. Des rues entières sont impraticables. Dégâts énormes.

« *Dans la journée du 29*, une assez grande quantité d'obus sont tombés sur la ville notamment aux environs de la place de la République.

« *Dans la nuit* (qui a été un peu plus calme) des obus sont tombés en grand nombre à l'Attargette, le Pont a été atteint. Il en est tombé derrière la rue de Flandre, rue Saint-Jean, un rue Massenet 15, un boulevard Faidherbe 131. La maison de commerce Hurtrel, rue Nationale, a été incendiée. Vers minuit de nombreux obus sont tombés à la gare, place du Rond Point place Saint-Waast, rue des Jésuites. Une grande quantité de personnes atteintes par les gaz (on en compte dans les 200) ont été évacuées par la Croix Rouge.

« *Journée du 30 juillet 1917.* — Vers 9 heures et demie

du matin, un obus avenue Bayart, plusieurs dans les champs aux environs. Au Rond Point les maisons Chauvin et Hennebelle sont incendiées. Dans la matinée un grand nombre d'obus dans le quartier des près Duhem où la maison de M. Delory, secrétaire de la mairie d'Armentières, et plusieurs maisons voisines sont incendiées.

« Pélagie Mercier, 75 ans, est décédée ce matin, vers 10 heures dans une maison de la rue Notre-Dame 22, intoxiquée par les gaz. Dans la matinée Desasy Zoé, demeurant rue d'Erquinghem 81, a été blessée au bras gauche rue de la Vignette Pendant toute la journée bombardement sans interruption de toute la ville. Il est impossible de dénombrer les obus tombés et de désigner leurs points de chute vu le danger qu'il y a de s'aventurer dans la rue.

« Douze heures. La maison Hurtrel, rue Sadi-Carnot est en flammes.

« Quatorze heures. Un obus de gros calibre sur la Maternité et un sur l'Hôpital où sont installés le Commissariat et le Poste de police.

« Il n'y a plus d'employés aux Pompes funèbres, ni de fossoyeurs de sorte que les cadavres demeurent où ils sont tombés faute de moyens à notre disposition.

« Dix-huit heures. Degryse Charles, 74 ans, a été tué boulevard Faidherbe, son corps est déposé à la filature Lourme. Les époux Cambiez-Ducrocq ont été tués chez eux rue du Progrès n° 1. Les corps sont demeurés sur les lieux.

« Plusieurs maisons de la rue du Collège, de la rue de Dunkerque et de la rue des Pâtures sont en flammes

« L'on compte une dizaine de foyers d'incendies dans la ville. Dans la soirée nous apprenons que Mlle Lambin Andrée, 23 ans, demeurant Faubourg de Dunkerque

a été tuée chez elle. Son corps est resté sur les lieux. Ses parents sont blessés. L'on signale, rue de Lille, près du boulanger, le cadavre d'une « jeune fille ». A l'Institution Saint-Jude le cadavre d'un petit garçon.

« *Nuit du 30 au 31 juillet 1917.* — Continuation du bombardement. Dégâts incalculables.

« *Journée du 31 juillet.* — Le nommé Neuuet et sa femme, demeurant rue de la Vignette 22, seraient morts chez eux, atteints par les gaz. Dans les caves du tissage Coisne, rue de la Paix, une dizaine de personnes se trouvent prises par les gaz depuis dimanche 29 courant.

« Pottier Emile, demeurant rue Sadi-Carnot, 180, incurable et infirme, ne peut être évacué par l'autorité militaire parce qu'il n'est pas blessé ni pris par les gaz. Celui-ci demande d'ailleurs à ne pas partir.

« Rue des Jésuite 5, une vieille femme est restée sans vivres depuis deux jours et a été nourrie par l'armée anglaise.

« Vers 5 heures et demie, une dizaine d'obus de gros calibre sont tombés rue Jules Lebleu près de la filature Dufour Frères.

« Durant toute la journée la ville a été bombardée sans arrêt. Le centre a particulièrement souffert. On signale nombre d'incendies.

« *Nuit du 31 juillet au 1^{er} aout.* — Continuation du bombardement de la ville.

« Durant toute la *journée du 1^{er} aout*, le bombardement a continué avec des obus de moyen et de gros calibres. Il en est tombé en quantité place Saint-Waast, une dizaine rue Massenet, maison Delmotte.

« A 5 heures du soir un obus Cité Bonjean ; une maison complètement aplatie. Il y en a eu rue Jules Lebleu, Ecole Professionnelle, filature Dufour et 99 rue Jules

Lebleu, boulevard Faidherbe, près de l' « Intelligence » (134).

« Un cadavre (masculin) inconnu, a été découvert, 26, rue des Rotours.

« On signale le nommé Haase Louis (belge), resté sous les décombres de sa maison Cour Laurent, rue de la Lys. On a continué d'évacuer des malades atteints par les gaz.

« Cela fait à ce jour 260 tués.

« Il y a eu cette année, à ce jour, 66 tués et 118 blessés. Depuis trois jours, sans compter les évacués atteints par les gaz, il y a eu 1020 départs.

« On compte qu'il reste entre 800 et 1.000 habitants largement parmi lesquels beaucoup de vieilles gens qui n'ont rien à faire ici.

« Le courant de départ semble se ralentir, parce que l'ordre d'évacuer n'arrive pas, dit-on en ville.

« Il n'y a plus de pompes funèbres, plus de farine et la dernière boucherie a fermé ses portes hier.

« *Dans la journée du 2 août*, un certain nombre d'obus sont tombés en ville dans la journée. La nuit a été calme.

« On a découvert le corps du Curé-Doyen, M. Camelot, dans sa cave, rue Denis-Papin.

« Vanthuyne Louise, 53 ans, bonne, rue, Denis-Papin est décédée le 2 à 10 heures du soir, par suites d'intoxication par les gaz.

« La poste ne viendra plus à Armentières à partir du 5 août.

« *Le 3 août.* — Dans la matinée, les corps des deux sœurs Meert, Louise 57 ans et Meert, Céline, née le 12 juin 1853, ont été trouvés dans la cave du presbytère de la rue Denis-Papin. Ces deux personnes étaient

les bonnes de M. Camelot et ont été tuées par le même obus que ce dernier.

« Aucun papier n'a pu être retrouvé et l'on ne possède pas d'autres renseignements concernant l'Etat-Civil de ces trois personnes.

« Dans la journée quelques obus dans le centre de la Ville.

« *Nuit du 3 au 4 aout.* — Dans le courant de la nuit une assez grande quantité d'obus rue de Dunkerque ((plusieurs brasserie Motte), dans le quartier des Près Duhem et de la rue de Flandre. On ne signale pas de victime.

« *4 aout.* — Dans la matinée une vingtaine d'obus sont tombés dans le quartier de la gare et rue Marle. Pas de victimes.

« *Nuit du 4 aout au 5 aout.* — Dans la soirée, à partir de 7 heures et demie et jusqu'à 9 heures une cinquantaine d'obus sur la Ville. Pas de victime. Impossible de repérer les points de chute (disparition des habitants et état de la ville).

« Dans la matinée du 5, de 10 heures à 11 h. et demie, violent bombardement du quartier de la gare, place de la République, rue Jules Lebleu (Ecole Professionnelle) et quartier des Près Duhem. Durant toute l'après-midi le bombardement a continué dans les mêmes quartiers.

« *Nuit du 5 au 6* — Continuation du bombardement et des quartiers de la journée du 5 courant. Pas de victimes. Il reste moins de 1.000 habitants.

« *Journée du 6 aout.* — Dans l'après-midi, M. Keirle Victor, préposé en chef de l'octroi, en allant chez lui, rue de l'Avenir, a trouvé les époux Desmedt-Vandycke, 75 ans environ, morts dans leur lit chez eux, rue de l'Avenir 57. Le corps du nommé Prévost Désiré, 59 ans, domestique de M. Vigneron, a été trouvé dans la cave

de la Banque de France, rue Sadi-Carnot, où il demeurait ; la mort de ces trois personnes est due aux gaz de la nuit du 28 au 29 juillet dernier.

« Une assez grande quantité d'obus sont tombés sur la ville, quartier des Près Duhem et rue de Flandre, et place de la République.

« *Nuit du 6 au 7.* — Quelques obus sont tombés en ville... »

* * *

Pour illustrer, sans commentaires qui affaibliraient la tragique éloquence de ces notes, cette terrible période de l'agonie d'Armentières, voici un document. C'est une lettre écrite sans prétention à sa famille par un Armentierois, qui a vécu ces heures douloureuses. Elle a été communiquée au *Journal des Réfugiés du Nord*, au lendemain même des événements qu'elle raconte :

Renescure, le 9 août 1917

« Cher Frère,

« Je crois que c'est avec impatience que tu dois attendre la longue lettre que je t'ai promise. Enfin, voici.

« Dès la prise de Messines les boches, furieux de leur échec, commencèrent à nous envoyer de leur mauvaise marchandise à profusion, on aurait dit qu'ils l'avaient pour rien, ils s'attaquèrent d'abord au quartier de la Sarcelle, entre le pont de l'Abattoir et le pont de l'Attargette, démolissant tous les tissages Blébuyck, Deweppe, Dufour, Daren, le grand dépôt de matériaux Debosque etc... tout fut mis en pièces. Allongeant leur tir un peu, ils incendièrent les tissages Cardon, Charvet-Colombier et firent de la filature Charvet tant celle au lin qu'au coton, une ratatouille, que pas un diable ne s'y reconnaîtrait.

« Tout cela dura un mois, du reste on y était habitué,

sitôt qu'un obus sifflait et éclatait, on disait c'est encore à la Sarcelle ou rue de Flandre.

« Mais les bougres ne furent pas satisfaits, lorsqu'ils crurent avoir gagné beaucoup de mérite dans les endroits cités ils s'en prirent à tout le quartier des près Duhem, ils n'en firent pas du premier jour une hécatombe, non, ils prirent leurs temps, car pendant dix semaines, soit de jour soit de nuit, ils envoyèrent la ration quotidienne.

« Tu crois peut-être que Mestdag, Lemaire et d'autres encore ont encore leurs ateliers, il n'est pas certain que tu en retrouverais la place; le tissage Bouchez est incendié; celui de Watrelos est en ruines, enfin si les parisiens ont besoin « du craon » ils peuvent venir. Mais jusque-là nous nous amusions, dans notre quartier, à regarder, avec pitié certes, mais sans frayeur, éclater les marmites, nous ne nous doutions pas que notre tour était proche et comme on dit, « les matons sont au fond » je t'assure qu'ils nous ont fourni cela dans les grandes largeurs.

« A partir du dimanche 22, ils s'attaquèrent au quartier de la gare, où pendant des heures les maisons volèrent en tripettes. Pour clôturer leur journée, ils envoyèrent quelques 380; l'un deux tomba en pleine rue Neuve. Ah, quel désastre! Un trou en plein pavé de 7 mètres de profondeur et les maisons éventrées, tordues comme si elles avaient eu des convulsions, un deuxième est arrivé au coin de la rue de la Paix, près du Voltigeur. Là aussi il n'y a plus que des ruines.

« Le reste de la semaine s'est passé de la sorte. variant leur tir, voulant s'assurer que où ils avaient passé, il ne restait plus rien. Mais le clou pour nous, fut la nuit du 28 au 29: samedi à dimanche. Les obus de tous calibres et de toutes espèces tombèrent tellement dru qu'on aurait dit une fusillade. Les incendiaires mirent le feu

au tissage Rogeau (mine d'or) qui se propage tout le long de la rue Nationale, depuis la maison de commerce Deweppe jusqu'en face du Commerce, la belle maison de commerce Hurtrel, ainsi que la maison d'habitation, tout est détruit.

« La maison de commerce Villard est aussi incendiée, la belle maison de Mme Carry aussi, la maison de commerce Duhaut, idem. Rue de Lille, il ne reste plus rien, tout est anéanti par le fer et le feu, tel le tissage Longeville, les maisons de commerce Parent et Jeinte, Becquart, le café Sainte-Barbe, tout est brûlé.

« Mais le comble ce fut les gaz asphyxiants ; ils nous ont envoyé celà par petits obus mignons, mais grand Dieu que de victimes ! On ne voyait que des civières passer, ou des soldats de la Croix Rouge conduisant des civils, aveuglés ; la figure gonflée et allant tout en vomissant. Nous n'oublierons jamais un tel spectacle. Vers le soir du dimanche 29, plus de 600 de ces malheureux étaient dirigés sur les hôpitaux d'Hazebrouck, Aire, Saint-Pol etc... beaucoup déjà sont morts.

« Je vais maintenant te parler un peu de nous. Comme nous pressentions le danger, nous nous empressions d'emballer à la hâte ce qui nous était indispensable, j'eus la chance d'avoir le camion de M. Vigneron (il a été pris par des gaz, on m'a dit son état grave), le dimanche matin, nous avons mis ce que nous avons pu pour la Gare de Steenwerck et trois jours après, nous l'avions à Renescure, sauf 500 kilos de nos effets, linge et tout ce que nous avons de plus précieux qui ne sont pas arrivés.

« J'en reviens au samedi soir 28, vers 5 heures et demie, un animal d'obus est venu enfoncer le mur de la maison voisine, juste au-dessous de la nochère, et patatras des éclats dans ma cuisine trouant ma buise de cuisinière, les portes d'armoires, en haut de même, et ma cour

remplie de pannes, briques et verres. Un de mes lapins a une cuisse arrachée. C'est miracle que personne de nous n'était dans la cuisine, car c'en était fait.

« Le dimanche après le chargement, nous voilà partis pour chercher nos laissez passer, lorsque vers 11 heures, ils commencèrent à bombarder la place de la République et environs, quel chambard, nous sommes restés dans une cave jusqu'à 2 heures. nous pensions qu'ils avaient fini, mais non, à peine étions-nous en route qu'ils recommencèrent et à 15 mètres près, nous étions tués à deux, Emma et moi, heureusement qu'il est tombé dans une maison en ruines.

« Enfin, le lundi matin, nous sommes partis le cœur gros, mais sains et saufs. Du commerce où je fondais tant d'espoirs, il n'y a plus que des ruines. Pour ta gouverne, ce ne sont que des détails que je te donne, je défie n'importe qui de t'en dire autant, il t'en dira plus sur d'autres points, mais sera encore au-dessous de la réalité. As-tu reçu ta malle et la caisse de garniture de cheminée? Je t'ai envoyé la clef étant à Renescure, l'as-tu reçue?

« J'ai reçu les journaux ici à Renescure et t'en remercie. Ecris-moi, à la prochaine je te donnerai des détails sur notre nouvelle vie. Tout est en bonne santé et espérons qu'il en est de même de toi, de madame et son fils. »

« Ton frère, Victor ».

Ces gaz, dont les Allemands paraissent avoir fait sur Armentières la première expérience tentée sur une ville, étaient particulièrement dangereux. Ils ne furent pas projetés en nappes par des appareils spéciaux comme on le fit sur les tranchées, il ne formaient pas un nuage coloré et épais comme les premiers gaz. Incolores, rien ne décelait leur présence que l'odeur qu'on a comparée,

selon les témoins, tantôt à celle de la moutarde, tantôt à celle du lilas, tantôt à celle du réséda. Les réactions chimiques diverses expliquent ces différences d'appréhensions dans les sensations éprouvées. Il semble bien toutefois que l'odeur dominante est celle de la moutarde d'où ce surnom « gaz moutarde » que les soldats leur donnèrent.

Le liquide qui dégage ces gaz est contenu dans des obus à parois minces, faiblement chargé d'explosif ; juste ce qu'il faut pour qu'ils s'ouvrent et libèrent leur dangereuse chimie. Une explosion trop violente, en ébranlant fortement les couches d'air disperserait, en effet, le liquide, projeterait les gaz au loin, irait à l'encontre du but poursuivi.

Le gaz produit par l'évaporation du liquide enfermé dans les obus est particulièrement subtil. Il s'infiltrerait partout lentement ; il reste nocif pendant de longues heures ; il accumule ses effets, il a des affinités électives spéciales pour certaines parties du corps les plus délicates ; il s'amasse dans la chevelure des femmes, il pénètre les vêtements, fini par se glisser sous les masques les mieux conditionnés, si l'on séjourne trop longtemps dans l'atmosphère qu'il sature.

Comme tous les gaz employés dans cette guerre, il est plus lourd que l'air. Les instructions données aux habitants des localités proches du front précisait que « les gaz se conduisent comme l'eau » et recommandaient de se réfugier toujours aux étages supérieurs en cas d'alarme. Les gaz roulent, en effet, sur le sol, pénètrent dans les caves et les emplissent ; ils suivent dans la campagne la pente générale des eaux.

Le gaz qui fit de si nombreuses victimes à Armentières, au contraire de ceux que l'on connaissait parce qu'ils furent employés avant lui, ne provoquait pas instantanément la suffocation, ou le picotement larmoyant des yeux. L'atmosphère qu'il imprégnait n'était pas immédiatement intenable, de sorte que les habitants purent

en absorber d'assez grandes quantités sans être d'abord incommodés. Le danger n'en est que plus grand.

Des Armentières, qui avaient respiré ces émanations en circulant dans la matinée, ont pu, a noté un journal du Nord, d'après des récits de témoins, rentrer chez eux sans se sentir indisposés, prendre même leur repas ; mais 5 ou 6 heures après ils étaient obligés de s'aliter et leur état empirait alors rapidement. Les malheureux étaient d'abord pris par les bronches, puis l'extérieur des yeux se gonflait, ils perdaient peu à peu l'usage de la vue ; toutes les muqueuses étaient atteintes ; ils ressentaient comme un feu intérieur et des brûlures sur tous le corps. Une toux sans arrêt, accompagnée de fièvre, survenait ; le teint prenait un aspect terreux et le dénouement final ne tardait pas à se produire.

Suivant d'autres, 48 heures ou trois jours après l'empoisonnement, des pustules de brûlures apparaissaient sur tout le corps. Quand les yeux ou les poumons étaient fortement pris, c'était la cécité ou la mort. Dans tous les cas, une douleur atroce, avec l'extinction de la voix et des brûlures cuisantes terribles.

Un industriel d'Armentières qui a visité dans les hôpitaux d'Hazebrouek, Saint-Pol-sur-Ternoise, Aire-sur-la-Lys, Saint-Omer, ses anciens ouvriers atteints, décrivait ainsi la pénible impression qu'il a ressentie :

« En proie à de terribles hallucinations, les uns rient aux éclats, d'autres sont dans un état de prostration complète, beaucoup dans leur délire croient encore entendre siffler les obus. »

On a noté que ce produit des laboratoires germaniques a fait de plus nombreuses victimes chez les femmes que chez les hommes. Plusieurs jours après leur chute, les petits projectiles qui avaient contenu le dangereux liquide étaient encore nocifs. Des enfants ont été empoisonnés pour avoir flairé l'endroit où ces projectiles étaient tombés, de grandes personnes ont vu leurs mains

se couvrirent de pustules pour avoir tenu pendant quelques instants des éclats de ces obus. Enfin, malgré toutes les précautions prises, des chimistes chargés d'analyser le liquide ont été dangereusement malades.

En lançant leurs projectiles empoisonnés au cours d'un violent bombardement par gros obus, les Allemands savaient bien qu'ils raffinaient leur cruauté. Pour se soustraire aux obus explosifs les habitants se réfugiaient dans les caves, or c'était justement dans les sous-sol qu'entraînés par leur pesanteur même les gaz roulaient d'abord. Ainsi les locaux à l'épreuve des obus étaient les premiers empoisonnés. Les habitants y trouvaient la mort au lieu de la protection qu'ils espéraient. Ces asiles étaient transformés en tombeaux.

Parmi toutes les horreurs engendrées par cette guerre, il n'en est peut-être pas de plus détestable que cet empoisonnement calculé, scientifique, de toute une population.

* * *

Il fallait aviser sans retard, il n'y avait plus à tergiverser, l'évacuation totale d'Armentières s'imposait.

Le 10 août, M. Henri Chas télégraphiait au Président du Conseil la dépêche suivante :

« Monsieur le Président du Conseil des Ministres,

« La ville d'Armentières est très éprouvée depuis deux mois par les bombardements répétés de l'ennemi. Dans la nuit du 30 juillet, elle a été soumise à un bombardement intensif par obus à gaz asphyxiants. Six cents habitants ont ressenti les effets nocifs des gaz ; 42 ont succombé. Depuis le début de juin il y a eu à Armentières 69 morts causées par les projectiles ennemis et 122 blessés.

« J'ai, à maintes reprises, averti la population des dangers qu'elle courait ; j'ai conseillé l'évacuation

volontaire de la ville. Mes conseils ont été suivis par la très grande majorité de mes administrés. Il reste actuellement à Armentières 800 personnes environ dont plus de la moitié sont des réfugiés. M. le Préfet du Nord a demandé l'évacuation totale de la ville. L'autorité militaire, tout en souhaitant cette évacuation, ne croit pas pouvoir l'ordonner et l'imposer.

« Je tiens à vous avertir de cette situation ; je décline, quant à moi, toute responsabilité, je ne veux pas avoir sur la conscience les morts futures. La position d'Armentières est telle qu'une catastrophe nouvelle peut se produire tous les jours. Il est encore temps de l'éviter, de sauver quelques centaines d'existences, de mettre à l'abri un matériel industriel important valant au moins 50 millions.

« J'ai prodigué les conseils de prudence, je crois qu'il faut y substituer aujourd'hui des ordres. Mon devoir était de vous avertir dans ces circonstances graves, d'attirer votre particulière attention sur ces points, de vous mettre à même d'arrêter les mesures indispensables.. »

« Henri CHAS. »

« Maire d'Armentières ».

Ce pressent appel fut entendu.

Le 12 août l'ordre d'évacuation était donné. En voici le texte officiel :

MISSION MILITAIRE FRANÇAISE

attachée à

L'ARMÉE BRITANNIQUE ORDRE MILITAIRE

Direction des Services

18576/4

L'autorité militaire supérieure

Vu la loi du 9 août 1849

DECIDE

ARTICLE PREMIER. — Ordre est donné aux habitants

de Bois-Grenier, la Chapelle d'Armentières, Armentières et Pont de Nieppe d'évacuer ces communes avant le 17 août 1917 (Dix sept août).

ART. 2. — Pourront seules rester dans les territoires précités les personnes reconnues indispensables aux travaux agricoles.

Les habitants autorisés à rester seront munis d'une autorisation spéciale délivrée sur la proposition du Maire de la commune par l'Autorité militaire. Les intéressés seront invités à s'adresser à ce sujet à la mairie où leur seront données toutes indications utiles.

ART. 3. — Les personnes qui devront quitter les communes précitées en vertu du présent ordre devront se munir d'un laissez-passer indiquant la localité où elles se retirent. Ne pourront résider dans les localités situées situées à l'Est de la ligne de chemin de fer Calais-Abbeville (y compris les villes de Boulogne et d'Amiens) que les personnes qui justifient qu'elles y ont un immeuble à leur disposition, ou bien qu'elles y trouveront un emploi dans une exploitation agricole ou des parents rapprochés, ascendants ou descendants directs, père, mère, sœurs, oncles ou tantes.

ART. 4. — Les personnes qui ne savent pas où se retirer seront évacués par l'Autorité militaire à partir du 17 août 1917, et conduites à Hazebrouck, d'où le sous-préfet les dirigera sur les localités désignées pour leur hospitalisation.

Q. G. le 12 août 1917

Le Lt-colonel, directeur des Services

Signé : Jean REYNAUD

De son côté M. Henri Chas faisait placarder l'avis suivant.

AVIS

« Le Maire d'Armentières informe ses concitoyens,

que toutes les personnes qui voudront s'évacuer avant le 17 août pourront obtenir des lorries pour se rendre à la gare de Steenwerck. Elles devront en faire la demande d'urgence à Monsieur l'A. P. M. d'Armentières.

« L'Autorité militaire est consentante à transporter 100 kilos de bagages ou de mobilier par personne. Les bagages devront être étiquetés et seront dirigés sur Hazebrouck où les intéressés pourront les reconnaître. Des étiquettes seront mises à la disposition des partants. Les réfugiés seront dirigés sur le Maine-et-Loire et la Sarthe. »

Pendant ces préparatifs d'évacuation, le bombardement continuait.

Si la journée du 7 août était à peu près calme: quelques obus seulement, et la nuit suivante très calme, la journée du 8, marquait une recrudescence de bombardement notamment vers le pont de Nieppe et le pont de l'Attar-gette. On eut dit que les Allemands battaient intentionnellement les routes d'évacuation. Le 9 août, le nombre des obus croissait encore et le quartier de l'église Saint-Louis était spécialement visé. On comptait plus d'un millier de projectiles. La veille, le service de la poste avait été suspendu. Les facteurs ne venaient plus à Armentières. Une boîte aux lettres avait été placée à la porte du Collège, les Armentiétois pouvaient y déposer leurs correspondances qui étaient transportées à Nieppe par M. Charles Henniart, tambour maître des sapeurs pompiers et concierge du Collège. Les facteurs venaient prendre ce courrier à Nieppe et y déposer les lettres à destination d'Armentières que le tambour-maître remportait et qui étaient tenues au Collège à la disposition des destinataires.

Le 10 août, vers quatre heures du matin, bombardement par avions puis reprise du bombardement par obus, atteignant notamment le quartier des Près Du-

hem, les rues de Flandre et de Dunkerque la Grand'Place. Deux incendies se déclarent, l'un, rue de Dunkerque, l'autre Grand'Place dans la maison de M. Bonte.

Ces deux incendies, qui ne peuvent être combattus, vont provoquer la destruction de deux quartiers de la ville. Dans la nuit du 10 au 11 bombes d'aéros et obus. Dans la matinée quantité d'obus.

L'incendie de la maison Bonte, Grand'Place, gagne les maisons voisines : cinq ou six immeubles, rue des Rotours, sont en feu. Le lendemain 12, tandis que le centre de la ville subit un bombardement violent, les deux foyers d'incendie s'étendent. Autour du Magasin Bonte une dizaine de maisons déjà sont détruites et le feu continue ses ravages.

Rue de Dunkerque l'incendie, qui avait paru s'éteindre sous la pluie, a repris avec une intensité effrayante, gagnant de proche en proche, menaçant le quartier d'une destruction complète. Le matériel des pompiers anglais a été mis hors de service par les obus, le personnel, atteint par les gaz, est réduit à sa plus simple expression. Aucun effort utile ne peut être tenté, rien ne s'oppose aux ravages du feu, la situation est effrayante et les dégâts incalculables.

Armentières s'effondre dans les flammes et sous les obus. Des rues entières sont impraticables, les débris des immeubles recouvrent les chaussées d'une épaisse couche de moellons et de briques. La ville agonisante s'enveloppe d'un linceul de fumée

Armentières se meurt.

Le 17 août au soir il n'y reste plus personne, sauf de rares soldats anglais. Quelques jours plus tard deux ou trois dizaines de gardiens spécialement commissionnés rentrent pour veiller sur les ruines...

A dater de cette époque, de nouveaux obus se sont

abattus sur la malheureuse cité. Sous leur action, sous l'influence aussi des intempéries la ville chaque jour s'est effritée un peu. Armentières ressemblait alors à Pompéï, à une Pompéï qui serait pas déblayée. Partout des ruines, partout des pans de murs branlants et noirs, partout la dévastation et la mort.

Houplines de son côté n'est plus qu'en souvenir. La Chapelle d'Armentières, Bois Grenier, forment des monceaux de gravats.

Un centre actif qui a abrité près de 50.000 habitants n'existe plus que sur les cartes ; une des cités les plus industrielles de France, la métropole de la belle toile française, n'est qu'un amas de décombres, ses habitants sont dispersés à travers la France, fugitifs et réfugiés.

Sur 7.200 maisons qui composaient Armentières avant la guerre, il n'en reste alors peut-être pas une seule intacte. Les victimes se totalisent par des centaines de morts et plus d'un millier de blessés, sans compter ceux qui ont succombé à leurs blessures et non compris les intoxiqués par les gaz dont 100 au moins ont succombé, dont beaucoup d'autres ne se remettront jamais de leur empoisonnement.

Aucune ville française peut-être n'a souffert pendant ces trois premières années de guerre ce qu'à souffert Armentières et, sauf Lens, aucune des cités du front n'a été plus complètement détruite par les obus.

Il y a des villes martyres, Armentières était au lendemain de son évacuation la ville morte, la ville cadavre. Sur ce cadavre les Allemands se sont encore acharnés pendant plus d'un an.

* * *

L'agonie d'Armentières avait duré quatre ans. Pendant les trois premières années l'espoir d'un recul des lignes d'une délivrance a soutenu invinciblement ses habitants : ceux qui s'étaient éloignés, ceux qui étaient restés,

Nous avons au cours de ce récit cité quelques noms, noté quelques dévouements. Nous n'avons pu, il est vrai, faire à chacun la part exacte qui lui revenait mais nous pouvons dire que tous les Armentièresois ont manifesté par leurs actes, par leur tenue, l'amour ardent qui les anime de la cité natale, amour aveugle parfois, peut-être, amour égoïste aussi dans certains cas, mais amour tout de même, amour jusque dans les erreurs qu'il pouvait inspirer.

Armentières a succombé après avoir donné un grand exemple à la France, après avoir magnifié cet attachement au sol qui caractérise notre race. Elle revivra par cet amour, cet attachement la ressuscitera.

« Armentières pauvre et fière » était sa devise « Pauvre » ! jamais elle ne l'a été au point où elle l'est aujourd'hui, « Fière », jamais au cours de sa longue histoire elle n'a eu plus de droits à proclamer cette fierté.

On ne l'a pas encore citée à l'ordre du jour comme d'autres villes l'ont été, aucune décoration n'est venue encore enrichir son blason. Elle possède pourtant des titres certains à ces témoignages éclatants de son courage.

Il faudra les lui donner, pour qu'à travers les siècles se perpétue parmi les générations le souvenir de sa vaillance, la mémoire de son supplice.

Nos aïeux auraient déjà décrété qu'elle « a bien mérité de la Patrie ».

A défaut de cet honneur collectif, Armentières a reçu des témoignages particuliers de reconnaissance.

M. Henri Chas, maire, M. J. Villard, adjoint, ont été nommés Chevaliers de la Légion d'honneur ; M. de Mendonça, sous-préfet d'Hazebrouck et tuteur de la ville, a été honoré de la même haute distinction ainsi

que M. Cuvelier, directeur de l'Asile des aliénés, Mlle Delarue, directrice du Collège, et M. Druot, directeur de l'École professionnelle.

Par la voie du « Journal Officiel » le Gouvernement de la République a porté à la connaissance du Pays la belle conduite d'un grand nombre de ses concitoyens.

Ces citations ont leur place marquée ici.

Voici d'abord les titres auxquels MM. Henri Chas et Villard ont reçu la CROIX DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Officiel du 18 octobre 1916

LÉGION D'HONNEUR

M. Henri Chas, maire de la ville d'Armentières (Nord).

« Délégué spécial à la mairie d'Armentières du 24 juillet 1904 à mai 1905. Elu, conseiller municipal et maire d'Armentières en mai 1905.

« 14 ans de fonctions électives et de services militaires.

« Titres exceptionnels : n'a cessé de témoigner, depuis le début des hostilités, du plus grand courage. A assuré malgré d'énormes difficultés et sous un bombardement quotidien, le ravitaillement de la population civile. A fait l'objet, le 28 novembre 1915, de la citation suivante au *Journal officiel*. »

(On trouvera plus loin cette citation).

Officiel du 25 février 1917

M. J. Villard, adjoint au maire d'Armentières (Nord).

« Elu conseiller municipal d'Armentières en mai 1905, adjoint au maire d'Armentières depuis 1907.

« Titres exceptionnels : a fait l'objet le 28 novembre 1915 de la citation suivante au *Journal officiel*. »

(Voir plus loin la citation).

LES CITATIONS

Officiel du 28 novembre 1915

« MM. Chas (Henri), maire d'Armentières ; Conem (Charles) et Villard (Joseph), adjoints au maire : sont demeurés à leur poste pendant l'occupation allemande.

« MM. Chas et Villard ont été arrêtés comme otages. N'ont cessé de défendre avec la plus grande énergie, les intérêts de leurs concitoyens. Après le départ des Allemands ont prodigué, sous un bombardement quotidien leurs efforts, pour assurer, malgré d'énormes difficultés, le ravitaillement d'une population en presque totalité ouvrière. Ont organisé sous les obus les distributions régulières de denrées à plus de 10.000 personnes, la plupart femmes et enfants. N'ont cessé de faire preuve en toute occasion de courage et d'initiative. »

« M. Druot, directeur de l'Ecole Nationale d'Armentières (Nord). Pris comme otage à l'arrivée des Allemands, a su défendre et faire respecter son école ; grâce à sa fermeté, son sang froid et sa surveillance incessante, a réussi à sauvegarder son personnel et à conserver le matériel important dont il a la garde. S'est ensuite consacré à l'œuvre de ravitaillement de la population ouvrière avec un zèle digne des plus grands éloges. A depuis le début de la campagne, témoigné en toutes circonstances le dévouement le plus complet et le plus absolu. »

« M. Courtot (Charles Edmond), commissaire de police d'Armentières (Nord), n'a pas cessé de remplir ses fonctions depuis le début des hostilités, même pendant l'occupation allemande, avec le plus grand dévouement et le zèle le plus averti. Dans les circonstances les plus difficiles a toujours fait preuve de courage et d'initiative. A maintenu sous les bombardements répétés un service de police excellent et a contribué ainsi à assurer l'ordre dans les circonstances plus critiques. »

« Mlle Delarue (Eugénie), directrice du Collège de jeunes filles à Armentières (Nord), est demeurée à son poste malgré le bombardement et a contribué au ravitaillement de la population, s'attirant l'estime de tous ses concitoyens par son dévouement et son courage. A assuré à la satisfaction de tous la direction du bureau des allocations militaires qui lui avait été confié. »

Officiel du 19 juin 1917

« M. Graignon (Victor), receveur municipal à Armentières (Nord), est resté à son poste pendant l'occupation allemande. Après le départ de l'ennemi, a assuré, en l'absence des fonctionnaires évacués, les services financiers de la ville et de la partie non occupée du canton ainsi que le paiement des diverses allocations aux assistés. A rempli ses fonctions sous les bombardements incessants et a contribué avec une intelligente activité, à faciliter les difficiles opérations du ravitaillement de la population. A donné sans compter à la municipalité le concours le plus entier et le plus dévoué. »

« M. Delory (Victor), secrétaire en chef de la mairie d'Armentières (Nord) : n'a pas quitté son poste depuis le début de la guerre. Pendant l'occupation allemande et depuis, sous les bombardements répétés, n'a cessé de donner à l'administration municipale d'Armentières le concours le plus intelligent et dévoué. A été et reste pour tous ses collaborateurs, un exemple et un modèle de calme, de courage et de sang-froid. »

« M. Veranneman, professeur d'Allemand au Collège d'Armentières (Nord). Pendant l'occupation de la ville par les allemands du 11 au 17 octobre 1914, a servi d'interprète entre le maire et le commandant allemand. N'a pas cessé d'accompagner le Maire dans tous ses déplacements auxquels il a été contraint par les autorités allemandes. A été pris comme otage et, par son sang-froid, a contribué à solutionner heureusement plusieurs

graves incidents qui mettaient en danger la vie des otages.»

« M. Hennocq (Eugène), receveur des postes à Armentières (Nord). Après avoir mis en lieu sûr les valeurs contenues dans sa caisse, au moment de l'arrivée des Allemands, a rendu d'importants services au commandement. Malgré le départ du Commis principal, a décidé le reste du personnel à rester à son poste en lui donnant l'exemple par son courage à son sang froid. »

« Mme veuve Macrez Laure, dame employée.

« Mlle Thellier Nelly, dame employée.

« M. Tetu Louis, employé.

« M. Houvenaghel Henri, sous-chef facteur.

« M. Desimpel André, gardien de bureau. »

« Du bureau des postes d'Armentières (Nord), ont fait preuve du plus grand courage et du plus grand dévouement en assurant sans interruption leur service sous les bombardements fréquents auxquels la ville a été soumise depuis le début des hostilités. Ont été tués en service par un obus tombé dans le bureau au cours du dernier bombardement. »

Ont été encore cités par la suite, MM. Omer Cuvelier, et Chevalier, commissaire de police.

Il faut ajouter en bloc à ces témoignages particuliers de reconnaissance ceux qui sont dus aux Sœurs de l'hôpital, dont deux ont reçu la médaille d'argent des épidémies : Mme Chassagne, en religion Sœur Maria ; Mme Donzelle, en religion Sœur Augustine, toutes deux infirmières.

Il faut citer encore, pour les en louer, la conduite courageuse des employés municipaux, des agents de la police, du personnel de l'École nationale professionnelle, des professeurs des deux Collèges, des fonctionnaires de tous ordres, des membres du Clergé, enfin, qui ont jusqu'au bout exercé leur ministère, et sont tombés sous

les coups de l'ennemi ; la vaillance aussi des industriels etc... etc...

Tous ont fait bravement et simplement leur devoir, en bons français, en bons Armentièresois.

* * *

Tous ceux qui survivent le feront de nouveau quand, les circonstances le permettant, l'heure sonne de ressusciter Armentières.

Car cette morte ressuscite. Les Allemands ont pu détruire la ville, ils n'ont atteint que le corps matériel de la cité, l'âme est intacte.

Elle vivait dans son tombeau de pierre calcinées, de briques éboulées, de ferrailles tordues, elle vivait en tous ceux qui, égaillés à travers la France, attendaient pour revenir que les troupes et les canons allemands eussent été éloignés. Et aujourd'hui, après la délivrance, elle vit chez les patrons, elle rayonne chez les ouvriers, elle a pour asile inviolable le cœur de tous les Armentièresois.

Elle soutient leurs espoirs, elle anime leur volonté, elle fortifie leurs bras.

La tâche est rude qui les appelle, mais un jour luira où Armentières, surgie de son sépulcre, reprendra sa place parmi les cités françaises, au premier rang de nos grandes villes industrielles.

Ce jour là, des usines toute neuves, parmi le tumulte des métiers battant la charge pour la victoire économique, montera la puissante chanson du travail invincible, source inépuisable de richesse, générateur de pure gloire pacifique.